

# STRATEGIES DE REDUCTION DE LA PAUVRETE : LE NOUVEL OECUMENISME DU DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL

Lissandre Ellyne,  
*Licenciée en philosophie et Maître en sciences économiques (UCL),  
chercheuse-associée à étopia*

Novembre 2007

### *Abstract*

L'avenir européen ne peut plus être dissocié de l'avenir des peuples pauvres. Les pays européens bénéficient globalement de l'internationalisation et l'intégration croissantes des marchés. Celles-ci creusent toutefois les inégalités de départ entre ceux-ci et les pays en voie de développement, et accroissent les problèmes d'immigration et d'instabilité politique et économique classiquement liés à une globalisation où le facteur capital est libre et où le facteur travail est lourdement réglementé. Les avantages de la globalisation représentent autant d'opportunités auxquelles les peuples n'ont pas un accès égal. Face à ces défis, l'émergence progressive d'une politique internationale du développement laisse penser que des solutions peuvent être apportées à ces inégalités. L'aide au développement peut appuyer le développement des pays pauvres et fournir des biens globaux là où il en manque afin d'égaliser le terrain d'opportunités entre pays. Toutefois, l'enjeu de l'aide est complexe et délicat. Les programmes d'ajustement structurel (PAS) des années 1980 et 1990, par exemple, se sont traduits par l'appauvrissement relatif et absolu des pays subsahariens.

L'objectif du texte est de susciter le débat sur les forces et les faiblesses des politiques de développement et de coopération actuelles, et ce afin de stimuler la première étape d'un processus de conscientisation et d'action politique sur la coopération au développement. En particulier, il convient de revoir les pratiques des Institutions de Bretton Woods (IBW), à savoir les Nations Unies, le Fonds Monétaire International et la Banque Mondiale, maîtres coordinateurs de l'aide en Afrique depuis la crise financière de 1980. L'analyse de cette étude tentera à ce titre de mettre en exergue l'approche des Stratégies de Réduction de la Pauvreté (SRP). Il s'agit non seulement d'étayer notre compréhension des rapports entre institutions internationales, pays à bas revenus et les défis de la globalisation mais d'entrevoir la logique des SRP ainsi que leurs incohérences.

La première partie de cette étude fait donc état des stratégies de réduction de la pauvreté (SRP), politiques en cours depuis 1999, tant au niveau de leurs préceptes qu'au niveau de leurs objectifs et de leur administration. La deuxième partie de l'étude met en lumière les théories et les modèles économiques à partir desquels les SRP sont construites. Ces deux étapes permettent finalement d'évaluer dans une troisième partie la cohérence interne du discours théorique, pratique et politique des SRP. L'œcuménisme des théories économiques adoptées a-t-elle un sens ? Les SRP établissent-elles un cadre international par lequel les pays peuvent gérer collectivement les déséquilibres créés par l'économie mondiale de sorte que tout peuple puisse accroître au même titre sa conception de bien-être économique et social ?

«...il n'y a pas de science du développement car la façon de penser le développement est contingent à l'esprit de l'époque... »

PEEMANS, *Le développement des peuples face à la modernisation du monde*, p.7.

« Le développement ne peut pas être compris à partir de l'analyse de l'équilibre ni de celle de la croissance. Au contraire une étude du développement conditionne la compréhension de la croissance.... »

AUSTRY, *Le Scandale du développement*, p.12.

Ce texte est redevable aux précieux conseils et relectures d'Etopia et, notamment, de John Pitseys.

## TABLE DES MATIERES

|   |             |
|---|-------------|
| <b>Introduction</b>   | <b>p.5</b>  |
| <b>I. L'économie clinique</b>   | <b>p.7</b>  |
| 1. Contexte d'émergence   | p.7         |
| 2. Les hypothèses de base   | p.7         |
| 3. La stratégie de réduction de la pauvreté                           | p.13        |
| <b>II. Le développement économique</b>                                | <b>p.15</b> |
| 1. La croissance économique   | p.15        |
| 1.1 Le modèle de l'accumulation du capital                            | p.16        |
| 1.2 Le modèle Harrod-Domar  | p.17        |
| 2. Piège à la pauvreté et aide au développement                       | p.18        |
| 2.1 Comment éviter le piège   | p.18        |
| 2.2 Capitaux, investissements et besoins premiers                     | p.20        |
| <b>III. Evaluation tridimensionnelle</b>                              | <b>p.23</b> |
| 1. Ambivalences théoriques des SRP                                    | p.23        |
| 1.1 Entre théorie linéaire et théorie structurelle                    | p.24        |
| 1.2 Entre holisme et individualisme                                   | p.26        |
| 1.3 Entre éclaircissements et occultation                             | p.28        |
| 1.4 Entre innovation et statu quo                                     | p.28        |
| 2. Inadaptations pratiques des stratégies de réduction de la pauvreté | p. 30       |
| 2.1 <i>Financing gap approach</i> à l'Index                           | p.31        |
| 2.2 Incitations Individuelles au menu ?                               | p.32        |
| 3. Le danger politique du Post-Washington Consensus                   | p.34        |
| <b>Conclusion</b>   | <b>p.37</b> |
| <b>Acronymes</b>  | <b>p.40</b> |
| <b>Bibliographie</b>  | <b>p.41</b> |

## INTRODUCTION

La majorité des personnes vivant en deçà de 1\$/jour se trouvent en Afrique sub-saharienne et en Asie de l'Est et du Sud. La Banque Mondiale constate une baisse globale de la pauvreté absolue. Cependant, tandis qu'elle décroît en Asie, la pauvreté augmente en Afrique<sup>1</sup>. Etant donné le rôle de la Banque Mondiale dans le financement et le fonctionnement des économies africaines, ne conviendrait-il pas de modifier son approche de l'économie du développement dans la région ?

Depuis les années 60, les recherches sur la pauvreté et les programmes de coopération au développement se sont intensifiées. Toutefois, le bilan du développement international demeure équivoque. L'insuffisance de l'aide officielle au développement et l'accroissement continu des inégalités des richesses soulignent l'inefficacité du développement économique et social des Pays Sous-Développés (PSD). En 1999, les critiques soutenues forcent dès lors les Institutions de Bretton Woods (IBW<sup>2</sup>) et les bailleurs de fonds du G7 à adopter une nouvelle politique intitulée '**stratégie de réduction de la pauvreté**' (SRP) censée corriger et éponger les erreurs de l'ancienne politique d'ajustement structurel (PAS).

La mise en œuvre de ces SRP constitue un des objectifs majeurs des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD)<sup>3</sup> des NU, à l'élaboration desquelles l'économiste Jeffrey Sachs<sup>4</sup> a participé<sup>5</sup>. A terme, celles-ci doivent permettre en effet au sixième de la population mondiale disposant de 1\$/jour de bénéficier finalement d'un accès minimum aux biens nécessaires à la survie, au bien-être et à la participation à la société civile. Dans son traité The End of Poverty, Sachs explique le fonctionnement des SRP censées se distancier des pratiques et des politiques de développement précédentes.

The End of Poverty s'efforce de justifier les modalités d'un nouveau programme d'action mondiale visant l'éradication de la pauvreté absolue telle qu'elle est définie par la Banque mondiale (BM) pour l'an 2025. A cette fin, ce programme élabore, d'une part, une approche

---

<sup>1</sup> Par rapport à la pauvreté absolue soldée à 1\$/jour, la pauvreté modérée se réfère à l'ensemble de la population qui a accès aux biens premiers qui permettent la subsistance. La pauvreté relative, quant à elle, représente un ensemble de ménages qui vivent en deçà d'une proportion donnée du revenu moyen de la population. Le manque d'accès aux biens culturels, aux activités récréatives, aux soins de santé ou d'enseignement de qualité facilitant la mobilité sociale caractérisent cette dernière. SACHS, J., *The End of Poverty*, p.19-20, 291.

<sup>2</sup> BWI, en anglais, Bretton Woods Institutions.

<sup>3</sup> Les Objectifs Millénaires pour le Développement représentent un ensemble d'objectifs mesurables et assortis de délais pour lutter contre la pauvreté dans toutes ses dimensions : la faiblesse de revenu, la faim, la maladie, l'analphabétisme, la dégradation de l'environnement et la discrimination à l'égard des femmes. Les huit objectifs suivants sont assortis de 18 sous objectifs.

- GOAL 1** > ERADICATE EXTREME POVERTY AND HUNGER
- GOAL 2** > ACHIEVE UNIVERSAL PRIMARY EDUCATION
- GOAL 3** > PROMOTE GENDER EQUALITY AND EMPOWER WOMEN
- GOAL 4** > REDUCE CHILD MORTALITY
- GOAL 5** > IMPROVE MATERNAL HEALTH
- GOAL 6** > COMBAT HIV / AIDS, MALARIA AND OTHER DISEASES
- GOAL 7** > ENSURE ENVIRONMENTAL SUSTAINABILITY
- GOAL 8** > DEVELOP A GLOBAL PARTNERSHIP FOR DEVELOPMENT

Pour d'avantage de précisions voir : Sachs, J., *The end of poverty : how we can make it happen in our lifetime*, Penguin Books, London, 2005, pp.211-212.

<sup>4</sup> Economiste d'Harvard et de Columbia et conseiller en politique de développement au près de nombreux gouvernements et des Nations-Unies (NU).

<sup>5</sup> *Ibidem*, p.3.

économique innovante, à savoir une méthode d'investigation et de traitement des problèmes du développement qui serait 'clinique'. Ce changement d'approche entend calquer l'approche médicale à la maladie à l'approche économique à la pauvreté, à savoir une technique thérapeutique adaptée à la constitution particulière d'un patient dans son ensemble. D'autre part, il élabore un modèle de développement économique qui entrecroise la théorie de l'accumulation du capital de Harrod-Domar et la théorie des « *capabilités* » de Sen traduit dans l'Indice du Développement Humain (IDH).

Le but des nouvelles stratégies n'est pas de s'attaquer directement aux IBW, mais de proposer des solutions aux problèmes identifiés dans les pratiques d'aide au développement. La modélisation analytique et théorique est intentionnellement évincée du traité sur les SRP dans la mesure où celui-ci se situe dans une démarche de 'campagne politique' urgente ayant pour but l'augmentation de l'aide au développement<sup>6</sup>. Par ailleurs, les stratégies adoptent un discours œcuménique faisant abstraction des méta-discours sur le développement afin que tout un chacun puissent y trouver son compte.

Toutefois, ces précautions justificatives n'empêchent pas certains de mettre en cause la capacité des SRP à exterminer l'extrême pauvreté et à déclencher une véritable dynamique de développement dans les pays les plus en difficulté. Eux-mêmes économistes issus d'universités ou d'institutions du développement, Easterly, de Soto, Ha-Joon Chang, Mertens - pour ne citer que les plus connus - soulignent les aspects non opérationnels de l'application des SRP. Ils montrent également que l'usage que celles-ci font d'un modèle de développement économique dépassé et inadapté, qui risque dès lors d'amoinrir leur efficacité.

Certes, ces critiques ne constituent par une raison pour abandonner les nouvelles politiques. En soi, l'objectif du projet n'est pas critiquable et les SRP ont la perspicacité de vouloir innover l'approche méthodologique des économistes afin d'améliorer la pratique de coopération au développement. En revanche, le danger majeur est de ne pas prévenir les effets pervers de l'ingérence des SRP en matière de politiques économiques sur l'autonomie politique et, en particulier, les processus décisionnels des PSD.

Notre critique de la justification sachsiennne des SRP procédera en trois temps. Dans un premier temps, nous schématiserons le contexte d'émergence des nouvelles politiques de réduction de la pauvreté ainsi que la nouvelle approche économique proposée par les NU. Dans un deuxième temps, nous mettrons en exergue le modèle économique des SRP, ainsi que les concepts et les facteurs essentiels au développement qu'il déploie. La caractérisation de l'approche et de la théorie appuyant les SRP permettra, dans un troisième temps, d'effectuer une évaluation théorique, pratique et politique des atouts et faiblesses de leur engagement. En conclusion, cette lecture devrait permettre de mieux comprendre et de se positionner tant par rapport aux nouvelles SRP que par rapport aux évolutions de la théorie économique et aux tendances politiques qui la sous-tendent.

---

<sup>6</sup> <http://www.millenniumcampaign.org>

## I. L'ÉCONOMIE CLINIQUE

### 1. Contexte d'émergence

Le système actuel d'aide au développement est incohérent<sup>7</sup>. Les OMD sont plutôt traités comme idéaux que comme objectifs réalisables. Les SRP sont par conséquent configurées en fonction de fonds d'aide insuffisants et arbitraires, ne permettant pas de réaliser les objectifs à l'ordre du jour du développement international<sup>8</sup>. Le problème est d'ordre général : la communauté internationale se refuse en effet les moyens de réaliser les politiques ambitieuses qu'elle se fixe<sup>9</sup>. D'une part, les échecs du développement international dans certaines régions critiques sont liés à des problèmes de pratiques institutionnelles internationales. D'autre part, elles sont fortement liées à une absence de volonté de traiter du problème de développement mondial dont témoigne le manque d'aide internationale.

Pour remédier aux incohérences de l'assistance au développement les SRP proposent une double réforme : rendre la pratique de l'économie du développement plus clinique et augmenter le taux d'aide au développement à 0,7% des PNB des 22 pays donateurs promis depuis la résolution de l'assemblée générale des NU en 1970 et réaffirmé depuis dans de nombreuses conventions internationales<sup>10</sup>. Cette partie examinera la première proposition. Il conviendra de mettre en lumière les hypothèses sous-jacentes de l'économie clinique et de s'attarder sur sa méthode d'application.

### 2. Les hypothèses de base

The End of Poverty part du constat que l'économie du développement est rétrograde :

*« . . . do the institutions where (economists) . . . work think correctly about the problems of the countries in which they operate? The answer is no . . . today's developemnt economics is like eighteen century medicine, when doctors used leeches to draw blood from the patients, often killing them in the process »<sup>11</sup>.*



La pratique clinique des politiques d'ajustement structurel des IBW est inadaptée, explique Sachs :

*« They have . . . presumed that each episode of fever is just like the other, and have trotted out standardised advice to cut budgets, liberalise trade, and privatise state owned enterprises,*

<sup>7</sup> Sachs, J., *The End of Poverty...*, pp.270-285.

<sup>8</sup> *Ibidem*, p.266. La blague soviétique se traduirait comme suit : « Les pays en voie de développement font semblant de se développer et les pays développés font semblant de les financer ». Le cynisme en matière d'aide au développement est exacerbé.

<sup>9</sup> *Ibid.*, p.270.

<sup>10</sup> "0.7 refers to the repeated commitment of the world's governments to commit 0.7% of rich-countries' gross national product (GNP) to Official Development Assistance. First pledged 35 years ago in a 1970 General Assembly Resolution, the 0.7 target has been affirmed in many international agreements over the years, including the March 2002 International Conference on Financing for Development in Monterrey, Mexico  and at the World Summit on Sustainable Development held in Johannesburg  later that year." Les 22 pays donateurs sont membres du *Development Assistance Committee* de l'OECD où siège les pays les plus riches du monde. De ce fait, leur PIB par tête respectif doit dépasser un seuil d'environ US\$ 10 000. *Ibid.*, p.338, [www.millenniumcampaign.org](http://www.millenniumcampaign.org).

<sup>11</sup> Sachs, J., *The End of Poverty...*, p.74.

*almost without regard to the specific context. The IMF has overlooked urgent problems involving poverty traps, agronomy, climate, disease, transport, gender and a host of other pathologies that undermine economic development »<sup>12</sup>.*

Selon ce diagnostic, les IBW demeurent focalisées sur un faisceau trop étroit de déséquilibres économiques, définis en fonction de quatre facteurs abusivement sacralisés : la mauvaise gouvernance, l'intervention excessive des gouvernements sur les marchés, dépenses publiques excessives, le surnombre de firmes nationalisées. En outre, ils continuent à évaluer les pays en fonction des politiques appliquées (inputs) au lieu des résultats obtenus (outputs)<sup>13</sup>.

Ces deux faits constituent des erreurs pratiques témoignant du fait que la politique des IBW est moins pragmatique qu'idéologique. Une approche évitant de tels écueils est donc requise. Quoique de motivations concrètes, la recherche d'une méthodologie économique plus performante constitue un objectif ambitieux.

L'originalité de la démarche des SRP consiste à soutenir une approche médicale du développement économique.

*“Development economics today . . . can improve dramatically if development economists take on some of the key lessons of modern medicine, both in the development of the underlying science and in the systematization of clinical practice, the point where science is brought to bear on a particular patient”<sup>14</sup>.*

Calquer l'économie du développement sur le paradigme médical bouleverse a priori les idées préconçues en matière économique. La pauvreté est en effet perçue comme une maladie de l'économie qu'il convient de traiter en urgence, car le sous-développement tue. Dès lors, l'économiste n'est plus considéré comme l'ingénieur qui répare une machine hoquetant mais comme un médecin qui soulage la souffrance d'un être humain et le remet sur le chemin de la convalescence. L'économiste, à l'instar du médecin, s'attribue ainsi la responsabilité de sauver des vies et d'en améliorer le bien-être au lieu de se cantonner exclusivement à l'amélioration d'indicateurs purement économiques tels que le taux de croissance, la soutenabilité du déficit budgétaire, la balance des comptes courants ou les déséquilibres de la balance des paiements comme dans le passé. Dans cette optique, les SRP tentent de réformer le discours des IBW en élaborant une approche médicale du développement qui soigne les plus malades.

Au vu de ce rapprochement entre économie et médecine se manifeste une préoccupation sociale distincte de celle qui se trouve présente chez d'autres économistes contemporains. Il ne convient plus de faire passer la préoccupation sociale de l'économiste à travers des discours sur la nécessité de réformes à long termes du système financier ou la libéralisation des secteurs agricoles et industriels qui, malgré les coûts sociaux immédiats entraînés, permettraient une meilleure qualité de vie à l'avenir. Le fait de soigner l'économie dans sa globalité, en admettant que certains seront lésés pour augmenter le bien-être total, contourne la question de la condition des individus les plus démunis. Or, il s'agit bien d'y remédier : c'est à la fois une question de liberté, d'égalité et d'efficacité. Les SRP insistent moins sur le progrès global de l'économie en termes d'indicateurs et de politiques macroéconomiques et développent une approche plus contextualisée du développement économique.

---

<sup>12</sup> *Ibid.*, p.79.

<sup>13</sup> *Ibid.*, p.80

<sup>14</sup> *Ibid.*, p.75.

A cet égard, le développement économique passe d'abord par le soin des communautés actuellement défavorisées. En l'occurrence, les SRP soulignent l'importance d'agir immédiatement sur le sort de ces dernières de sorte que la qualité de vie des villages et des communautés les plus démunis soit consolidée directement et rapidement. Le discours des SRP replace symboliquement le soin et le respect des vies humaines les plus précarisées au centre même des finalités poursuivies par le développement international. Ultiment, le discours qui accompagne cette approche est censé faire davantage écho auprès des acteurs du développement non-gouvernementaux que les politiques d'ajustement structurel.

La nouvelle pratique clinique constituerait donc le fondement des nouvelles stratégies de réduction de la pauvreté et permettrait, sous réserve d'obtenir les fonds nécessaires, d'atteindre les OMD. A ces fins, il s'agit d'améliorer les compétences et les résultats pratiques de la science économique en matière de développement en adoptant une méthodologie 'clinique' axée sur les résultats. Pour ce faire, l'analyse et l'action de l'économiste s'axent sur cinq préceptes d'inspiration médicale<sup>15</sup> :

1. Une économie, à l'instar du corps humain, est un **système complexe**. Pour traiter la maladie d'un organe particulier, il faut une compréhension globale du fonctionnement de l'organisme duquel il fait partie étant donné que tout est lié.
2. Il convient de développer l'art du **diagnostic différentiel** afin de déceler les causes réelles de certains symptômes. Des symptômes identiques n'ont pas nécessairement les mêmes causes. Par exemple, une même fièvre peut avoir des causes différentes selon l'individu en question. En considérant plus de facteurs d'instabilité ou de déséquilibre économique, le traitement et les solutions économiques apportés au développement s'accommoderont aux conditions particulières de chaque pays.
3. Un traitement approprié prend en compte le **contexte social et global** dans lequel émerge la maladie, en l'occurrence le mal-être économique. Le traitement d'une maladie n'est jamais seulement *individuel*. Dans cette optique pour comprendre une économie particulière il faut pouvoir tenir compte et mobiliser l'économie mondiale ou certaines économies étrangères.
4. Une bonne pratique nécessite à priori un système de régulation efficace permettant **d'évaluer et de suivre** adéquatement non les politiques mais la performance d'une économie.
5. Un **engagement éthique et déontologique** est requis. Une profession se nourrit de normes et de codes de conduites forts. Le serment d'Hippocrate, par exemple, rappelle au médecin que son pouvoir de vie ou de mort sur son patient peut créer une relation unique entre eux. Celle-ci s'accompagne de l'obligation de soigner le patient en fonction des intérêts de ce dernier et non en fonction de bénéfices personnels. De même, l'économiste du développement qui fournit des avis doit s'engager à trouver les bonnes réponses et non se contenter d'approches superficielles. Ceci implique que le conseiller

---

<sup>15</sup> *Ibid.*, pp.75-81.

économique s'engage à connaître l'histoire, l'ethnographie, la politique, et l'économie d'un PSD avant d'émettre un avis honnête<sup>16</sup>.

D'après ces hypothèses, l'économie clinique semblerait se prévaloir d'une approche plus holistique du développement économique : une approche qui garde l'œil sur l'espace social dès qu'il s'agit d'expliquer des déséquilibres économiques. Afin d'émettre un bon diagnostic, il faut pouvoir déceler les nombreuses causes déterminant le développement et les déséquilibres économiques. Or, les économistes des IBW ont été fortement critiqués pour leur vision étroite et obstinée de ces dernières et la politique prêt-à-porter qui s'ensuivit. Dans le cas du FMI en Ethiopie en 1997, par exemple, Stiglitz écrit :

*“... the Fund casts itself as the monopoly supplier of 'sound' advice ... because so much of its decision making was done behind closed doors—there was virtually no public discussion of the issues raised—the IMF left itself open to suspicions that power politics ... and other hidden reasons not related to the IMF mandate ... were influencing its institutional policies and conduct”<sup>17</sup>.*

D'où le rappel à l'engagement éthique des économistes travaillant aux IBW qui paraît évident et donc futile à premier abord mais qui s'avère important à rappeler publiquement étant donné la perception publique de leur attitude dans le passé. Dans ce sens, garder l'œil sur l'espace social signifie également être à son écoute et dialoguer avec celui-ci.

Par ailleurs, l'économie clinique admet que les causes potentielles du sous-développement ne sont pas uniquement structurelles. La difficulté de la croissance et du développement économique consiste à surmonter autant les défis d'isolement géographique, de pandémies, d'inaccessibilité des marchés, de manque de ressources énergétiques, de vulnérabilité aux chocs climatiques et d'analphabétisme, par exemple, que ceux de taux d'échange et d'intérêts fixes, d'économies fermées et de déficits budgétaires. Comme l'argumentaient Adam Smith et Braudel, une géographie difficile et une population rurale importante ne facilitent pas la construction d'autoroutes et donc ne concourra pas à l'émergence de marchés inter-régionaux. Le fait que 15 pays africains sont sans accès maritime met en lumière ce désavantage. De plus, selon l'histoire du développement économique britannique l'émergence de la croissance moderne a impliqué non seulement l'urbanisation mais l'évolution des rapports sociaux entre sexes, l'augmentation de la mobilité sociale, la transformation de structures familiales, et l'hyperspécialisation du travail. En somme, la transition vers la croissance moderne des PD pullule de bouleversements dans l'organisation sociale et les croyances culturelles de ces derniers<sup>18</sup>. Ainsi, les problèmes de stagnation ou de déclin économique s'expliquent au travers de sept types de causes selon Sachs.

1. *Pauvreté* : Déterminer l'étendue de la pauvreté en tentant d'en tracer une carte à l'aide de sondages de ménages, des statistiques de revenu national et d'urbanisation et d'autres informations. Les facteurs de risques les plus importants sont, par exemple, les tendances démographiques (mortalité, fertilité, immigration, émigration) et environnementales (érosion, déforestation, perte de

<sup>16</sup> “... the development community lacks the requisite ethical and professional standards. I am not suggesting that development practitioners are corrupt or unethical ... Rather, the development economics community does not take on its work with the sense of responsibility that the tasks requires” *Ibid*, p.80.

<sup>17</sup> Voir à cet égard les commentaires Stiglitz sur l'approche catégorique des politiques 'one-size-fits-all' des IBW. STIGLITZ, J., *Globalisation and its Discontents*, Norton & Company, Inc, New York, 2003, pp.33-34. Voy. aussi SACHS, J., *The End of Poverty...*, pp.81-82.

<sup>18</sup> *Ibid.*, pp.38, 192, 226.

biodiversité), les chocs climatiques (el Niño, sécheresse) et l'incidence des pandémies au sein même d'un pays.

2. *Politique économique* : Déterminer l'ambiance ou le cadre économique du pays en tenant compte des politiques d'échanges et d'investissements ainsi que de l'état de l'infrastructure et du capital humain. Le manque d'encadrement juridique au marché et un gouvernement inapte à fournir des services publics et développer l'infrastructure de son économie constituent des entraves majeures. L'innovation scientifique pour satisfaire des besoins économiques locaux est également un facteur important de croissance. L'innovation élargit le marché et, réciproquement, un marché important incite à innover. D'après Sachs, l'écart technologique et scientifique entre PD et PSD est l'élément le plus explicatif des inégalités grandissantes entre ces deux sphères économiques<sup>19</sup>.
3. *Politique fiscale* : Se pencher sur le budget de l'Etat et la manière dont la fiscalité et les dépenses publiques sont gérées. Ce budget doit être mesuré tant en pourcentage du PNB qu'en revenu par habitant. La quantité et l'histoire de la dette publique doivent également être déterminées afin de savoir si l'allègement de la dette peut renforcer les services publics. Le manque de recettes fiscales et des dettes opprimantes posent des difficultés considérables au développement.
4. *Géographie physique et humaine* : Comprendre les relations dynamiques entre la société et l'environnement du pays. Cela signifie évaluer l'accès aux routes, aux ports et aux voitures, connaître la densité de l'électricité et des terres arables, le climat, l'état des terres et de l'irrigation, les maladies humaines, animales et végétales etc. Ces facteurs affectent l'agriculture, l'alimentation et, au bout du compte, le revenu du pays. En effet : une géographie désavantageuse peut augmenter le coût des transports et le risque de maladies tropicales. En ce qui concerne la géographie humaine, une petite population constituant une petite économie peut représenter un désavantage en termes d'attractivité aux investissements étrangers. De même, une croissance démographique élevée en PSD peut aggraver la pauvreté dans la mesure où elle exerce une pression sur les ressources environnementales des exploitations agricoles et réduit l'inscription scolaire. D'après des corrélations entre PIB et taux de fertilité établies par la BM en 2001, plus la pauvreté est extrême plus les taux de fertilité sont élevés<sup>20</sup>.
5. *Gouvernance* : Examiner le schéma de gouvernance et d'administration publiques dans le détail. Les éléments importants sont les droits civils et politiques, le régime politique, les schémas de corruption, les problèmes de sécurité interne ou frontalière et les divisions ethniques et religieuses.
6. *Barrières culturelles* : Evaluer les barrières culturelles au développement économique en étudiant les diasporas ainsi que les relations entre genres, ethnies, religions, dans le pays. Les conventions culturelles qui refusent des droits politiques et économiques à certaines tranches de la population peuvent accroître la pauvreté des collectivités touchées.

---

<sup>19</sup> *Ibid.*, p.62.

<sup>20</sup> *Ibid.*, p. 65, 71.

7. *Géopolitique* : Etudier les relations internationales du pays susceptibles d'influencer les opportunités économiques du pays en considérant les effets de guerre, la présence de réfugiés, de sanctions internationales, d'ouverture du marché et de participation aux associations internationales<sup>21</sup>. Les mesures et les sanctions géopolitiques qui diminuent considérablement les échanges économiques d'un pays représentent autant d'obstacles au développement.

Le diagnostic différentiel de toute stratégie de réduction de la pauvreté est tenu d'évaluer ces facteurs afin d'effectuer une analyse adéquate du malaise économique. Si la liste de vérifications du diagnostic différentiel peut paraître longue, du moins évite-t-elle le réductionnisme<sup>22</sup>. En l'occurrence, insiste Sachs, elle permet au:

*“... development practioner to hone in much more effectively on the key underlying causes of economic distress and to prescribe appropriate remedies that are well tailored to each country's specific conditions”<sup>23</sup>.*

A défaut d'une évaluation exhaustive de l'économie et de la société données, l'économiste risque de perdre toute efficacité, voire même de nuire au développement particulier du pays en question.

De surcroît, l'approche holistique de l'économie clinique entend s'étendre à l'ensemble des acteurs du développement : agences internationales, organisations multilatérales, gouvernements, pays donateurs, et même à la société civile<sup>24</sup>. Le diagnostic différentiel s'effectuerait et serait évalué par les institutions, les organisations, et les agences du développement nationales et internationales d'un pays. Ce processus participatif permettrait d'améliorer le plan d'investissements prioritaires, de sensibiliser le public, de mobiliser les ONG et autres collectivités locales et de prévenir la corruption. D'un côté, Sachs charge les pays récipiendaires d'organiser la participation publique en vue de la préparation d'un plan de réduction de la pauvreté et de déploiement de l'aide. De l'autre, les institutions multilatérales et les pays donateurs ont la responsabilité d'entreprendre une collaboration plus étroite entre eux-mêmes et les pays récipiendaires.

De manière générale, le traitement ou la résolution de problèmes de développement dépend d'une action coordonnée entre pays, c'est-à-dire d'un pacte global entre pays développés (PD) et PSD<sup>25</sup>. Après tout, les facteurs de risques peuvent avoir des origines étrangères ; l'activité industrielle des PD engendrant par exemple la grande partie les chocs climatiques dont souffrent certains PSD, l'intervention des premiers semble incontournable lorsqu'il s'agit d'aider les derniers à gérer les dégâts des chocs climatiques<sup>26</sup>.

---

<sup>21</sup> *Ibid.*, pp.81-88.

<sup>22</sup> *Ibid.*, p.87.

<sup>23</sup> *Ibid.*, p.79.

<sup>24</sup> *Ibid.*, p.271.

<sup>25</sup> Les facteurs-clé seront le capital humain et financier, buts géopolitiques des pays développés et nouvelle planification des pays en voie de développement. L'application des règles internationales d'administration économique telles que tout pays puisse trouver une place sur l'échelle de développement (contrôle des pratiques financières, de protectionnisme, d'aide au développement, des règles de brevets, etc.). *Ibid.*, pp.24-25. Pour davantage d'information sur le Pacte Global (*Global Compact*) voir *Ibid.*, pp.3, 285-6.

<sup>26</sup> Une aide, dans cette optique, pourrait subvenir en forme d'investissement dans la science climatique du pays affecté. *Ibid.*, pp.280-284.

*“In the case of a country, the entire world community is part of the family. That is an assumption of the MDGs, and especially the concept of global partnership to achieve the goals, but it is not yet part of real clinical practice”<sup>27</sup>.*

Dans le contexte de la mondialisation, une solution internationale est donc requise<sup>28</sup>. La collaboration entre pays doit être intensifiée et mieux coordonnée.

### 3. La stratégie de réduction de la pauvreté

Dans l’approche clinique, le diagnostic différentiel se couple d’une méthode d’élaboration des politiques de développement, censée soutenir techniquement les propositions cliniques de réduction de la pauvreté. Après avoir fait l’objet d’un diagnostic différentiel établissant les politiques et des investissements nécessaires à la réalisation des OMD, cette méthode d’élaboration définit un processus à quatre volets définissant les contours de la SRP standard<sup>29</sup>. Ces quatre volets sont les suivants : un plan d’investissement, un plan de financement, un plan de bailleurs de fonds et un plan d’administration publique<sup>30</sup>. Chaque volet était la gestion du financement d’une économie sous-développée en incorporant un droit de regard conséquent au pays donateurs.

Le **plan d’investissement** identifie l’envergure, les coûts et le timing des investissements requis pour le développement de l’économie. En principe, les stratégies de réduction de la pauvreté doivent impérativement se focaliser sur un plan d’investissement où les investissements humains et infrastructurels essentiels sont relayés. Avant même d’établir les mécanismes de financement constituant la tuyauterie de l’aide au développement, le plan d’investissement permet de mettre en valeur les facteurs permettant aux hommes d’être habilités et en condition de se développer<sup>31</sup>. Les différentes formes d’investissements possibles envisagées par Sachs sont cataloguées à la p.12 de ce travail.

Le **plan de financement** doit être susceptible d’endosser le plan d’investissement en indiquant l’écart entre ce que les pays peuvent autofinancer et la proportion qui nécessitera un soutien financier externe. Ce plan a pour fonction d’estimer correctement les coûts par unité et l’entretien d’investissements nécessaires au développement du pays (tels que le coût des écoles, le coût horaire de l’électricité, des cliniques, du kilométrage des routes, etc.<sup>32</sup>) et la proportion de l’assiette fiscale du PIB susceptible d’être consacrée aux OMD. Ainsi, sera-t-il possible de calculer l’écart entre ce qu’un pays peut financer et le financement réellement requis pour réaliser les OMD.

Le **plan pour les bailleurs de fonds** met en place les engagements et le timing de l’aide offerte par les bailleurs de manière harmonisée afin de réaliser les OMD. Le

<sup>27</sup> *Ibid.*, p.80.

<sup>28</sup> Le Pacte Global associerait les gouvernements et la société civile des PSD, les bailleurs de fonds bilatéraux, les IBW, les ONG du développement et les NU. *Ibid.*, p.242.

<sup>29</sup> *Ibid.*, p.244-287.

<sup>30</sup> *Ibid.*, pp.273-74.

<sup>31</sup> *Ibid.*, p.227.

<sup>32</sup> Peu de pauvres pourraient se payer de tels services fussent-ils vendus par le secteur privé. Pour vraiment propager l’utilisation de tels services, le secteur public devrait se charger de les fournir si pas gratuitement, à des prix réellement abordables. *Ibid.*, p.275.

plan des bailleurs de fonds doit également mettre en place un système leur permettant d'évaluer leur propre performance. L'harmonisation de l'aide au développement se trouve à l'ordre du jour : montants, timing et prévisibilité de l'aide sont essentiels dans la réalisation du plan d'investissement. Si, par pays, une trentaine d'agences de développement sont fournisseurs de fonds pour des projets dissociés, chacune équipée de son propre système de comptabilité et d'analyse et d'évaluation, il sera plus efficace selon Sachs de centraliser l'aide aux projets par le biais des bailleurs multilatéraux tels que les IBW et les Banques de développement régionales (par exemple, la Banque de développement africaine). Cela permettrait aux pays concernés de trouver le soutien budgétaire nécessaire pour subventionner les grands investissements publics au lieu de submerger les gouvernements appauvris par des centaines de projets à petite échelle, chacun nécessitant son propre système de gestion<sup>33</sup>.

Le **plan d'administration publique** esquisse les mécanismes de gouvernance et les politiques publiques qui permettront d'appliquer le plan d'investissement. Le plan d'administration publique nécessite, d'après Sachs une stratégie à six volets. 1. Décentraliser l'exécution des projets 2. Former le secteur public 3. Doter l'administration de technologie informatique afin d'améliorer la communication entre partenaires 4. Le *benchmarking* fixant les budgets standard admis pour l'exécution de certains projets 5. Audits pour contrôler l'entrée et la sortie des fonds et l'évolution des projets 6. Mise au point de budgets et de mécanismes d'évaluation et de suivis réguliers et continus<sup>34</sup>.

D'une part, ce programme harmonise, simplifie et standardise la canalisation de l'aide et des politiques du développement. D'autre part, la méthode gage les politiques appliquées aux résultats obtenus. En somme, clinicien de l'économie devient synonyme de plombier de l'économie. Dans ce sens, Sachs affirme :

*"Boring as it may seem, we need to fix the 'plumbing' of international development assistance in order to be effective in helping . . . to put more aid through the system, we first have to show that the plumbing will carry the aid from the rich countries right down to . . . the villages, slums, and other critical targets. Let me describe how that plumbing can be put right . . . The UN Secretary General, overseeing the UN agencies and the Bretton Woods Institutions, should oversee the entire effort. Working through the UN Development Program – the economic development arm of the UN system—the Secretary General, on behalf of the member nations, should ensure that the global compact is put into operation. Much of the work will take place at the level of the individual country, where plans will be devised and investments made on the basis of national financial resources and increased donor aid"*<sup>35</sup>.

Les SRP renforcent le rôle de coordinateur central des NU en partenariat avec les *stake holders* et permettent de subordonner celui des IBW, notamment celui du FMI. Cependant, il reste aux NU de préciser leurs rôles respectifs dans un document d'orientation générale.

L'économie clinique représente une nouvelle méthode censée échafauder les stratégies internationales de réduction de la pauvreté. D'une part, l'économie clinique a été définie comme une approche holistique et médicale de l'économie du développement apte à fournir des

<sup>33</sup> *Ibid.*, p.285.

<sup>34</sup> *Ibid.*, pp.278-279.

<sup>35</sup> *Ibid.*, p.269.

solutions en fonction de spécificités locales. D'autre part, l'économie clinique comprend un programme composé de quatre volets qui standardisent et harmonisent les procédures des politiques de développement. La finalité de cette proposition réside dans le fait d'améliorer la performance de l'aide au développement et du développement économique. Mais quel développement s'agit-il de poursuivre ?

## II. LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

L'échelle du développement mesure le bien-être économique en termes de revenu par tête d'habitant. Le premier échelon du développement consiste à avoir l'équivalent d'un revenu par tête de 2\$/jour. La BM estime qu'un 1,1 milliard de la population mondiale se trouve en deçà de ce seuil de subsistance, disposant d'un revenu inférieur à 1\$/par jour<sup>36</sup>. Bien que ce seuil de pauvreté extrême soit contesté par certains économistes qui le trouvent imprécis et sous évalué, le développement demeure néanmoins inenvisageable sous de telles conditions<sup>37</sup>.

Dans cette optique, les SRP justifient une augmentation de l'aide au développement, deuxième élément du remède à l'extrême pauvreté, grâce à la fusion de deux modèles économiques du développement. La notion de capital dans le modèle Harrod-Domar sera traduite dans le langage des indicateurs de développement humain de Sen. Il s'agit d'une théorie du développement qui met l'accent sur la satisfaction des besoins premiers des plus démunis afin d'assurer une meilleure croissance à long terme. Dans un premier temps, cette partie examinera de plus près ce modèle de croissance. Dans un deuxième temps, la notion de *poverty trap* si souvent évoqué dans le modèle sera explicitée.

### 1. La croissance économique

Le développement peut se mesurer par autant de critères que l'on veut bien lui attribuer : économiques, démographiques, sociologiques ou politiques. Typiquement, les SRP l'évaluent en fonction du revenu par habitant d'un pays ainsi que des indicateurs classiques de l'IDH : taux d'éducation, de mortalité, accès à l'eau potable et espérance de vie. Puisque ces indicateurs ainsi que de nombreux critères non économiques (telle la diversité ethnique) sont en corrélation

---

<sup>36</sup> Ces chiffres ont été calculés en termes de 'purchasing power parity' en 2001 par Shaohua Chen et Martin Ravallion à la Banque mondiale. *Ibid.*, pp.18-21.

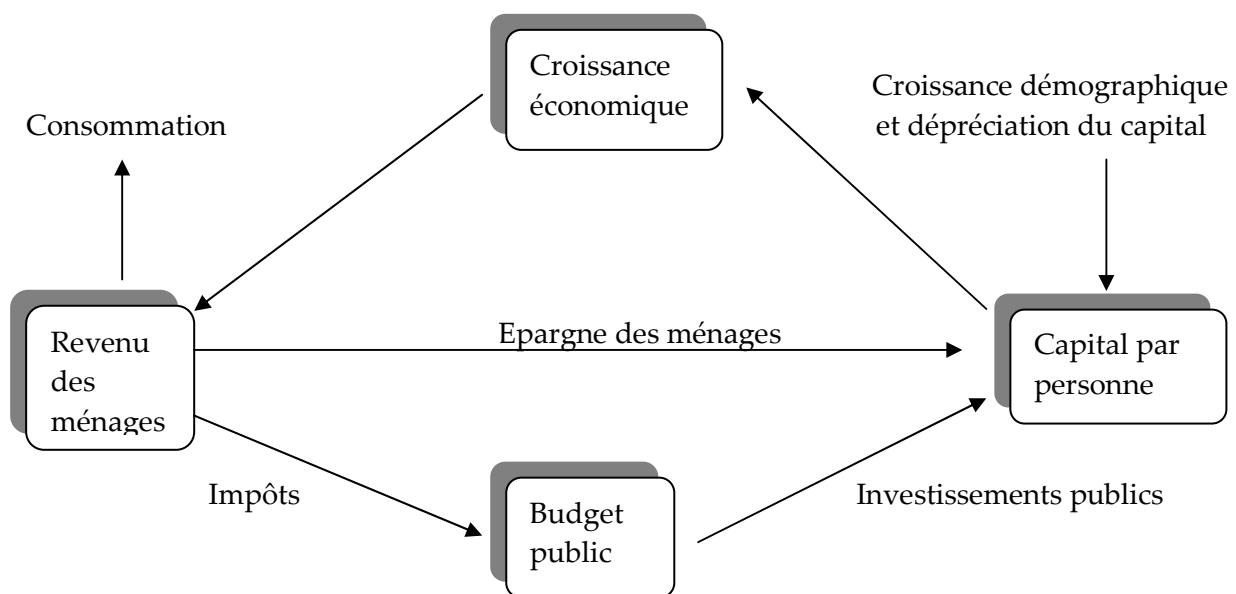
<sup>37</sup> Personne n'est sans savoir la difficulté de mesurer et de déterminer avec précision le seuil de pauvreté extrême ainsi que le nombre de personnes que celle-ci touche. Selon certains économistes, le seuil de pauvreté absolu de la BM ne correspond pas à la pauvreté absolue conçue en terme d'insatisfaction des besoins nécessaires à la survie et au bien-être ou aux "*capabilités*" fondamentales. En réalité, le seuil de pauvreté serait plus élevé que les estimations de la BM ce qui devrait entraîner de sérieuses conséquences sur les politiques de développement : celle-ci ayant la vocation d'éradiquer la pauvreté absolue tout en se basant sur les calculs de la BM. POGGE, T. & REDDY, S., *Unknown: The Extent, Distribution, and Trend of Global Income Poverty*, Department of Political Science, Columbia University and Department of Economics, Barnard College, Columbia University, New York, 2002, pp.3-19.

positive avec la croissance du PNB par habitant, il est indispensable de promouvoir les indicateurs au même titre que la croissance.

Contrairement à l'analyse du sous-développement économique effectuée dans le diagnostic différentiel, la compréhension du développement passe d'abord par l'identification des facteurs de croissance. Selon le modèle des SRP l'investissement et l'épargne sont les deux conditions *sine qua non* du décollage économique et de la satisfaction des besoins premiers. L'accumulation du capital incarne le moyen essentiel par lequel ces deux buts seront atteints.

### 1.1. Modèle de l'accumulation du capital

Pour illustrer le fonctionnement de la croissance, Sachs s'appuie sur des modèles simplifiés de l'accumulation du capital <sup>38</sup> :



Dans ce diagramme, le stock de capital constitue le fondement de la croissance économique. Le stock de capital est alimenté par l'épargne des ménages et les investissements publics. Un cycle cumulatif et bénéfique se met en place. Plus le stock de capital augmente, plus la croissance sera forte, plus les revenus des ménages seront importants, plus le capital continuera à s'accroître. Ce principe d'économies d'échelle croissantes du capital (*increasing returns to scale*) se traduit par le fait qu'à partir d'un certain niveau de capital initial, doubler le capital revient à augmenter d'un taux encore plus important le revenu<sup>39</sup>. Dans ce modèle, à partir d'un certain seuil de capital, la croissance devient un concept linéaire, progressif et autonome.

Reprécisons : l'accumulation ne se déclenche pas instantanément<sup>40</sup>. Atteindre ne fût-ce que le premier échelon de l'échelle du développement, requiert déjà un minimum de capital. Le cycle positif ne démarre en réalité qu'à partir du moment où l'effet de seuil (*threshold effect*) est

<sup>38</sup> SACHS, J., *The End of Poverty...*, p.247.

<sup>39</sup> *Ibid.*, p.250.

<sup>40</sup> Schématiquement parlant, il y a accumulation de capital lorsque les ménages épargnent ou sont taxés sur une part de leur revenu actuel. L'épargne peut ensuite être réinvestie et financer des projets par l'intermédiaire des banques. La dépréciation est le résultat de l'usage ou de chocs externes qui diminuent la productivité du capital. Si l'épargne excède la dépréciation, l'accumulation du capital sera positive. Il n'en reste pas moins qu'afin d'accroître le revenu par personne le taux d'accumulation net du capital doit correspondre ou dépasser le taux de croissance de la population. *Ibid.*, p.245.

déclenché. Selon Sachs, ce seuil est atteint lorsque le stock de capital permet d'avoir un revenu qui (tenant compte du rapport entre capital et production) permet à la fois de subvenir aux besoins premiers et d'épargner au moins 15% du PIB<sup>41</sup> pour un taux de dépréciation du capital et une croissance démographique donnés. Par conséquent, dès que le seuil est atteint et l'épargne maintenue, le stock de capital augmentera d'année en année<sup>42</sup>.

En résumé, si le revenu moyen découlant du rapport capital-production (*capital-output*) permet de subvenir largement aux besoins premiers et d'épargner, l'économie pourra croître et permettre à ses agents de subvenir à leurs besoins premiers. La croissance et le développement durable deviennent dès lors possibles. A l'inverse, quand le capital donné d'une année est entièrement consommé en termes de revenu, l'économie est entraînée dans une spirale descendante.

## 1.2. Le modèle Harrod-Domar

La théorie économique selon laquelle un surcroît d'investissement engendre un taux de croissance proportionnel l'année consécutive fut ébauchée par Harrod en 1939 et consolidée dans l'article de Domar en 1945, intitulé Capital Expansion, Rate of Growth and Employment. L'historique permet d'expliquer la nomenclature du modèle<sup>43</sup>.

Afin de resituer son contexte, le modèle s'inspira de la grande dépression des années 1930 et eut une influence déterminante sur la mise en place du Plan Marshall dans les années 1950. Le but initial de l'article n'était pas de construire des prédictions de croissance à long terme. Il s'agissait avant tout d'étudier les cycles d'affaires aux Etats-unis et la relation entre les récessions de court terme et l'investissement. Paradoxalement, l'application du modèle a connu un succès inespéré dans l'économie du développement. Les institutions financières internationales (IFI), notamment la BM, utilisent encore ce modèle pour calculer le taux d'investissement requis pour obtenir un objectif de croissance donné.

En bref<sup>44</sup>, le modèle énonce que le taux de croissance du PNB est déterminé par le rapport entre la proportion de l'épargne nationale et le rapport de capital-production<sup>45</sup>. En l'absence d'intervention publique, la croissance du revenu national est positivement et directement corrélée au taux d'épargne, d'une part, et négativement ou inversement corrélée au taux de capital-production, d'autre part. Autrement dit, plus il faudra d'unités de capital pour produire une unité de revenu, moins il y aura de croissance.

Quoique plus simple, l'équation de Harrod-Domar est quasiment identique au modèle usité par les SRP décrites dans le traité de Sachs. Sachs inclut d'autres variables telles que la population, la croissance démographique, le taux de dépréciation du capital et le coût de subsistance. Toutefois, la logique théorique demeure la même dans les deux cas. Plus un pays investit et épargne son revenu, au lieu d'en consommer davantage, plus il sera apte à croître et donc à se développer.

<sup>41</sup> Selon l'équation et les calculs suivants l'épargne minimum nécessaire serait égale à 15 % du PIB.

Taux d'épargne > (rapport capital-production) \* (taux de dépréciation + taux de croissance démographique)

En général, le rapport capital-production équivaut à 3, le taux de dépréciation tourne autour des 3% et le taux de croissance démographique est de 2% en moyenne dans les PSD. Or, d'après les statistiques de la BM en 2004, les pays les moins développés n'épargnent que 10% de leur PIB en moyenne. *Ibid.*, pp.57, 377.

<sup>42</sup> Sachs donne un exemple numérique au chapitre 13, *Ibid.*, pp.247-249.

<sup>43</sup> EASTERLY, W., *The Elusive Quest for Growth: economists' adventures and misadventures in the tropics*, MIT Press, Cambridge, 2002, p.28. Voir aussi TODARO, M., *Economic Development*, 7<sup>th</sup> ed., Addison-Wesley, Pearson Education Limited, Essex, 2000, p.110.

<sup>44</sup> L'équation principale du modèle de Harrod-Domar se trouve ici quelque peu simplifiée.

<sup>45</sup> Le *capital-output* ratio relate la quantité d'argent (de capital) requise pour produire une unité de revenu.

Cette idée a été depuis des décennies incarnée dans le concept de 'décollage' (*take off*) de Rostow : la troisième des cinq étapes du développement économique où la société s'affranchit des obstacles qui s'opposaient à la croissance grâce à une augmentation significative des taux d'épargne et d'investissement ainsi que le passage à une croissance cumulative permettant de franchir un seuil qualitatif de développement<sup>46</sup>.

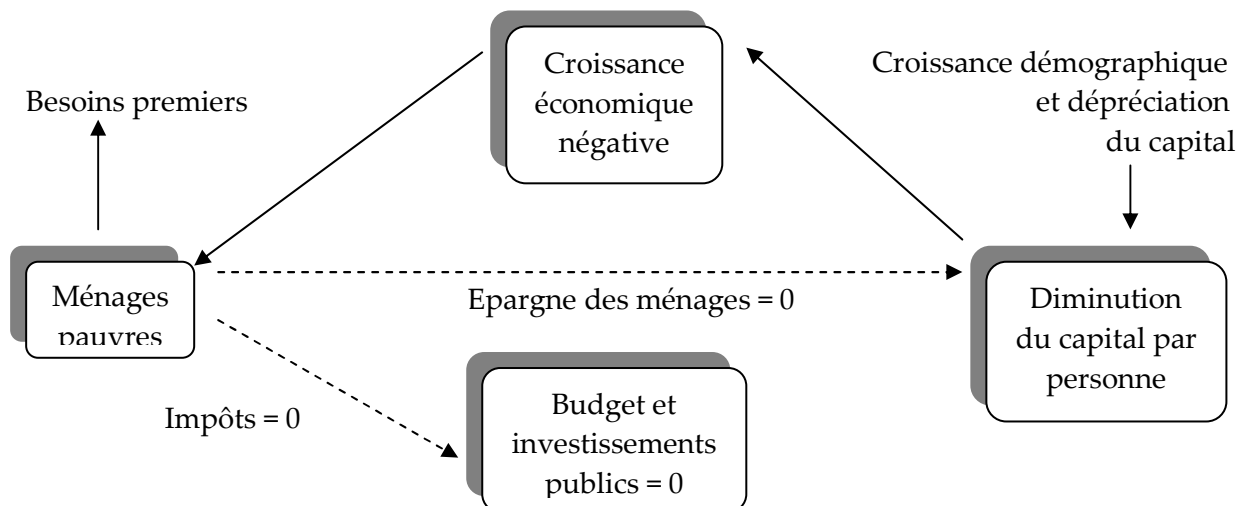
## 2. Piège à la pauvreté et aide au développement

Le problème des PSD est la pénurie de capital, c'est-à-dire la faiblesse du revenu national. Puisque ces pays se trouvent dans un engrenage de subsistance, le revenu national ne permet pas de générer de l'épargne, *a fortiori* l'investissement. Pour atteindre un taux de croissance minimal, il suffirait de combler la différence (*investment gap*) entre ce que peut investir un pays et ce qu'il devrait investir.

Ce modèle est donc, par excellence, celui qui peut servir de raison pour justifier des injections massives d'aide au développement des PD vers les PSD. Comparant la situation actuelle des PSD avec celle des PD avant la deuxième guerre mondiale, les SRP repose sur une interprétation keynésienne du développement économique nécessitant une intervention massive de la part d'un ensemble de gouvernements sur le marché. Evidemment, cela inclut l'allègement de la dette internationale qui paralyse l'activité économique de certains pays. A vrai dire, l'analyse des SRP révèle le désir de relancer un projet de développement d'envergure comparable au plan Marshall<sup>47</sup>.

### 2.1 Comment éviter le piège ?

Selon les SRP, le *poverty trap*<sup>48</sup> s'articule en fonction du modèle de développement précédant et se résume dans le schéma suivant<sup>49</sup> :



<sup>46</sup> Historiquement, le décollage correspond grossièrement à l'époque de la révolution agricole et industrielle en Grande-Bretagne. Dans la quatrième étape, le progrès technologique se diffuse et la production se diversifie. La cinquième étape représente l'ère de la consommation de masse. TODARO, M., *Economic Development*, p.82. Voir aussi ROSTOW, W.W., *Les Etapes de la croissance économique, un manifest non-communiste*, 1961.

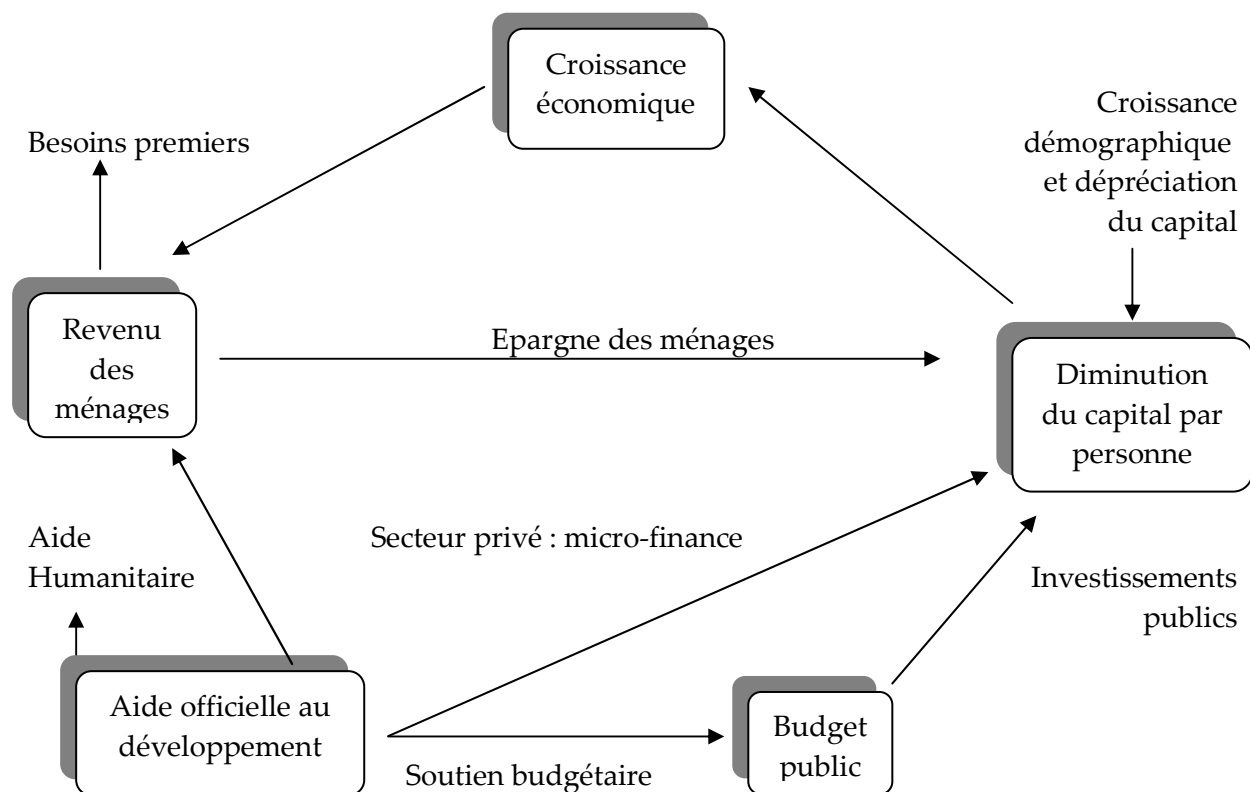
<sup>47</sup> *Ibid.*, ch.11, pp.216,339,357.

<sup>48</sup> Le piège de la pauvreté est un phénomène principalement rural où mauvaises conditions sociales et faible productivité alimentaire maintiennent à peine une population en vie. SACHS, J., *The End of Poverty...*, pp.70-71.

<sup>49</sup> *Ibidem*, pp.248-49.

Dans ce schéma, tout le revenu est consommé et le pays est pris au piège du cycle vicieux qui le maintient dans la pauvreté. Puisque la dépréciation du capital et la croissance démographique augmentent sans pour autant que le stock de capital soit alimenté par l'épargne, le capital par personne et la croissance diminuent appauvrissant les ménages de génération en génération<sup>50</sup>. Toutefois, la notion de pauvreté, dépeinte dans le diagramme comme un manque général de capitaux et d'investissements, demeure assez floue<sup>51</sup>. Or, la pauvreté est une notion complexe ; nous le verrons dans la section suivante<sup>52</sup>. Economiquement, elle peut s'évaluer en termes de pénurie de revenus, de certains biens premiers, tels que les droits, libertés, opportunités et le respect de soi permettant le développement de la personne ou encore de capacités (traduction du terme *capabilities*). D'après Sen, les *capabilities* représentent une forme de liberté substantielle où l'individu possède la capacité de pratiquer divers modes de vie selon son choix<sup>53</sup>.

Le prochain schéma tente de montrer que l'assistance officielle au développement (AOD) permet de remédier au dernier cas de figure et donc de sortir de l'extrême pauvreté<sup>54</sup>.



En l'occurrence, l'aide structurelle sous forme d'investissements requis et planifiés envers le secteur privé (micro-finance et aide humanitaire) et le secteur public (soutien budgétaire) accroît le stock de capital susceptible de soustraire les ménages à l'état de pure subsistance. Elle

<sup>50</sup> D'une part, la population croît plus vite que l'accumulation du capital et, d'autre part, les pandémies, le stress climatique et la dégradation environnementale, par exemple, contribuent à la dépréciation des capitaux.

<sup>51</sup> Sachs ne s'attarde ni sur le sens profond de la pauvreté ni sur les problèmes théoriques et pratiques rencontrés quand il s'agit de la mesurer. *Ibid.*, ch.3.

<sup>52</sup> Puisque ces moyens de comprendre et d'analyser la pauvreté peuvent même être combinés, la pauvreté est donc un phénomène compliqué à mesurer. SEN, A., *Development as Freedom*, Anchor Books, New York, 1999, pp.77-81.

<sup>53</sup> D'après Sen, "Capability is thus a kind of freedom : the substantive freedom to achieve alternative functioning combination . . . or less formally put, the freedom to achieve various lifestyles . . . the capability set represents the freedom to achieve the alternative functioning combinations from which this person can choose." *Ibidem*, p.75.

<sup>54</sup> SACHS, J., *The End of Poverty...*, p.249

complète la partie de la boucle manquante dans le schéma du *poverty trap*. Toutefois, cette simplification ne permet pas de tenir compte des effets monétaires négatifs que peuvent avoir des injections financières massives sur la monnaie et l'économie locale.

## 2.2 Capitaux, investissements et besoins premiers

Le type de capital ou d'investissement semble n'avoir aucune importance dans le modèle de l'accumulation. Or, la différenciation des capitaux est une affaire essentielle à la compréhension des besoins du développement. C'est dans cette optique que Sachs consacre de longues pages à énumérer et décrire les distinctions entre divers capitaux et investissements et leurs fonctions respectives.

Tout d'abord, l'épargne des ménages et les assiettes fiscales positives fructifient des investissements privés et publics revêtant plusieurs formes. Les SRP distinguent principalement cinq formes d'investissement selon des besoins premiers particuliers<sup>55</sup>. Il est entendu qu'une partie des coûts d'investissements nécessaires à la satisfaction de ces besoins doit être comblée par l'aide internationale à défaut de ressources nationales.

1. **Investissements agricoles** : fertilisants, systèmes d'irrigation, graines améliorées afin d'augmenter la productivité agricole et de libérer le travail des femmes, etc.
2. **Investissements en soins de santé élémentaires** : une clinique par village destinée à la prévention contre le paludisme, à la fourniture de médicaments et de vaccins, etc.
3. **Investissements dans l'enseignement** : une école par village pour former enfants et adultes avec repas disponible, etc.
4. **Investissements dans les transports, la communication et l'énergie** : électricité, camions villageois facilitant la mobilité et l'échange entre villages, téléphones mobiles à louer, etc.
5. **Investissements dans l'approvisionnement d'eau potable et dans les services sanitaires** : construction de puits et de latrines, etc.

A l'instar des divers investissements possibles, le *poverty trap* peut ensuite être décrit en termes de pénurie de capitaux variés. Une grande partie de l'analyse de la pauvreté se focalise sur les privations matérielles ou physiques que celle-ci engendre. Si les pauvres n'ont pas d'autre choix que de dépenser tous leurs revenus afin d'assurer leur subsistance et ne peuvent épargner du capital, c'est qu'il leur en manquait trop dès le départ. Les SRP conçoivent donc la pauvreté absolue en fonction de six types de capitaux, à savoir<sup>56</sup> :

1. **Le capital humain** : comprenant la santé, les compétences ou la formation des personnes.

<sup>55</sup> *Ibid.*, pp. 233-234.

<sup>56</sup> Ces capitaux se renforcent mutuellement. Par exemple, l'infrastructure permet de développer le capital économique, le capital institutionnel peut augmenter le capital économique autant que le capital intellectuel pourrait promouvoir et améliorer le capital naturel et humain en y apportant des outils technologiques. *Ibid.*, p.245, 256.

2. **Le capital de production** : comprenant la machinerie, l'industrie, le transport, les services.
3. **L'infrastructure** : comprenant les biens tels que l'électricité, l'énergie, les routes, l'eau, les aéroports, les ports, les systèmes de télécommunication et d'irrigation.
4. **Le capital naturel** : comprenant la disponibilité de terre arable, la biodiversité, les écosystèmes fonctionnels, les rivières, les mers, les matières premières.
5. **Le capital institutionnel** : comprenant le système juridique, notamment de droit commercial, les services publics et la sécurité.
6. **Le capital scientifique** : comprenant les connaissances et le savoir-faire scientifique et technologique.

A l'instar des formes d'investissement, les capitaux se pluralisent en fonction d'une série de besoins premiers. Dans ce contexte, la notion de capital renvoie à un l'ensemble des biens permettant la subsistance ou, de manière plus exigeante, à un ensemble des moyens requis pour se forger et poursuivre une conception de la vie bonne quel qu'en soit le contenu. Lié à la notion de biens premiers, le concept de capacités (*capabilities*) définit la pauvreté absolue en termes de ressources minimales nécessaires à l'exercice libre des possibilités individuelles à réaliser des choix de vie. Au delà de la croissance capitalistique, le développement humain a donc pour objectif d'améliorer l'enveloppe des choix disponibles ainsi que la capacité à entreprendre des activités valorisantes. L'exercice des capacités est donc étroitement reliée non seulement à des biens de subsistance mais aux droits civils et politiques, tels la liberté de conscience et d'association, l'accès à l'eau potable, aux soins de santé et à un enseignement de base.

A ce niveau, les SRP tentent d'évaluer la pauvreté et le développement en fonction de L'Indice de la Pauvreté Humaine (IPH) et de L'Indice du Développement Humain (IDH) du PNUD qui reprennent finalement les notions de besoins premiers et de capacités (*capabilities*) dans l'optique de compléter des mesures plus réductrices. Dans la mesure où le développement humain rebondit sur la notion de capacités, son approche noue un lien fort entre développement économique et droits de l'homme. Accessoirement, il renforce le caractère multidimensionnel de la pauvreté<sup>57</sup>. Plus précisément, les Indices mesurent pauvreté et développement en termes d'existence de certaines conditions socioéconomiques fondamentales : la durée de vie, l'alphabétisme, l'accès à certains postes publics, l'accès aux services essentiels à la productivité économique, tels que les soins de santé, l'eau potable et la nutrition des enfants<sup>58</sup>. Ces critères tentent d'évaluer et de comparer la qualité de vie d'habitants venant de différents pays. Dans cette logique, le développement économique implique, avant tout, la satisfaction des besoins élémentaires de santé, subsistance et de formation personnelle.

L'approche clinique implique d'aborder le développement en fonction des besoins premiers des habitants les plus défavorisés. Pour en revenir à la pluralisation des capitaux, bien que la distinction des capitaux ne corresponde pas exactement à celles des *basic needs*<sup>59</sup>, cette

<sup>57</sup> CLING, RAZAFINDRAKOTO & ROUBAUD, *New International Poverty Reduction Strategies*, Routledge, London, 2003, p.54. JOLLY, EMMERIJ, GHAI, LAPEYRE, *UN Contributions to Development Thinking and Practice*, United Nations Intellectual History Project Series, Indiana University Press, Bloomington, 2004, pp.179-80. SEN, A., *Development as Freedom...*, pp.86-110, 92.

<sup>58</sup> TODARO, M., *Economic Development...*, p.747, 169.

<sup>59</sup> SACHS, J., *The End of Poverty...*, pp.291-2.

catégorisation permet de relier le modèle d'accumulation du capital aux nouveaux indicateurs du développement humain (**voir le tableau ci-dessous**). Concrètement, un manque extrême de capital se traduirait, par exemple, par des famines périodiques, l'existence d'épidémies facilement contournables, le manque de logements salubres, d'eau potable ou d'instruction primaire. Afin de combler les lacunes, les investissements seront forcément diversifiés selon les besoins locaux. Dans ce cadre, les rôles du diagnostic différentiel et du secteur public sont loin d'être négligeables. D'une part, le diagnostic différentiel permet de déterminer la hiérarchisation des investissements en fonction des carences de capitaux du pays récipiendaire. D'autre part, puisque les biens satisfaisant les besoins premiers sont dotés de certaines caractéristiques locales, il échoit au secteur public d'administrer l'usage des capitaux qui leur sont destinés<sup>60</sup>.

**Tableau synthétique :** traduction des besoins premiers et des indicateurs du développement humain en capitaux et en investissements comptabilisés dans le modèle Harrod-Domar

| Besoins premiers/IDH<br>p.292                                      | Capitaux<br>p.244  | Investissements<br>p.233   |
|--|--|--|
| Education primaire   | Capital humain &<br>Capital scientifique   | Enseignement et formation<br>continue  |
| Alimentation adéquate  | Capital de production &<br>Infrastructure &<br>Capital naturel &<br>Capital scientifique | Agriculture  |
| Soins de santé élémentaires <sup>61</sup>                          | Capital humain &<br>Capital scientifique   | Soins de santé élémentaires  |
| Accès à l'eau potable et<br>services sanitaires                    | Capital de production &<br>Infrastructure &<br>Capital naturel                           | Approvisionnement en eau<br>potable et services sanitaires                     |
| Accès aux ressources<br>énergétiques                               | Infrastructure &<br>Capital naturel &<br>Capital scientifique                            | Transports, communication<br>et énergie  |
| Accès à aux systèmes de<br>transport                               | Infrastructure &<br>Capital naturel  | Transports, communication<br>Et énergie  |
| Besoins complexes :<br>participation publique et<br>respect de soi | Capital institutionnel   | <i>Bonne gouvernance (Sachs<br/>n'évoque pas ce type<br/>d'investissement)</i> |

<sup>60</sup> Sachs fournit plusieurs raisons pour lesquelles le secteur public devrait être le conduit principal de l'aide au développement en matière d'infrastructure et d'investissements sociaux.

1. Les grands travaux d'infrastructure représentent des biens à économie d'échelle croissante qui, monopolisés par le secteur privé, seraient revendus à des prix inopportuns, par hypothèse.
2. Les services publics sont des biens non rivaux qui, comme les idées scientifiques, devraient être accessibles à tous gratuitement.
3. Les externalités positives sont tellement importantes que l'on court le risque de ne pas fournir ces biens à l'ensemble de la population car telle n'est pas la vocation du secteur privé.
4. Les autorités publiques représentent un pouvoir important tenu de garantir les droits de l'homme, le bien-être et l'enseignement prescrits par les conventions internationales. *Ibidem*, pp.251-254.

<sup>61</sup> C'est-à-dire : *freedom from avoidable disease*

En conclusion, la conception du développement des SRP s'articule autour de deux logiques différentes. D'une part, le concept de besoins premiers, plus récent et dérivant du libéralisme égalitaire en théorie de la justice. D'autre part, la notion d'accumulation du capital, plus ancienne et reposant sur le principe utilitariste selon lequel plus le PNB croît, plus il y aura de bien-être total. Entendant combiner ces deux approches, les SRP traduisent les indicateurs de développement humain, autrement dit les besoins premiers, en capitaux.

Le calcul de pauvreté et de développement en termes de capitaux permet de construire un pont logique entre les indicateurs de développement humain et le modèle de croissance basé sur l'épargne, l'investissement et l'accumulation du capital. Dès lors, un diagnostic différentiel est convertible en termes simples et homogènes de capitaux. De même, la SRP est en mesure de dresser un plan d'investissement cohérent et comptabilisable. Cependant, la synthèse risque de confondre les indicateurs du développement humain avec des outils garantissant la croissance. Or, l'amélioration des indicateurs sert avant tout à rehausser la qualité de vie des plus démunis. Il est douteux que l'amélioration des indicateurs pris isolément déclenche une croissance économique rapide.

### III. EVALUATION TRIDIMENSIONNELLE

L'approche clinique et la théorie du développement des SRP est-elle satisfaisante ? Pour d'aucuns, les SRP doivent faire face à de lourdes difficultés, tant au niveau de leur contenu que de leurs implications théoriques, pratiques, et politiques. Du point de vue théorique, des ambivalences subsistent, qui projettent de nombreuses zones d'indétermination sur la logique des stratégies. Bien que ces ambiguïtés permettent de mobiliser un soutien plus important, elles ne rendent pas moins malaisées l'analyse des théories sur lesquelles se fondent les SRP. Du point de vue pratique, l'ambitieuse tentative de reformuler le *financing gap approach* (à savoir l'usage du modèle Harrod-Domar afin de calculer la combinaison d'investissement national et d'aide au développement permettant d'atteindre le taux de croissance souhaité) fait, toutefois, économie des incitations individuelles employées pour orienter le comportement humain : son inadaptation au contexte d'application de la norme entrave dès lors son efficacité. Politiquement enfin, les SRP n'apporte en fait que des modifications de surface au contenu des politiques précédentes, modifications dont la mise en œuvre reste d'ailleurs des plus partielles. Plus préoccupant encore, la discordance entre le discours et le réel de la coopération au développement menace l'autonomie politique des peuples qui sont censés en bénéficier directement.

#### 1. Ambivalences théoriques des SRP

Les SRP font usage d'un discours des plus œcuméniques. Dans le but d'éradiquer l'extrême pauvreté et de légitimer le soutien des SRP, l'urgence des arguments pratiques se substitue à la rigueur du développement théorique. Une série d'ambivalences théoriques en découle. Bien que le lissage théorique qui en résulte présente l'avantage de ratisser large et d'unifier les économistes, il n'en présente pas moins quatre tensions théoriques et/ou méthodologiques majeures : si celles-ci sont fécondes, elles ne sont pas pour autant résolues.

## 1.1 Entre théorie linéaire et théorie structurelle

Les SRP se rapportent tout d'abord à deux visions du développement clairement antagonistes: la vision linéaire et la vision structurelle<sup>62</sup>.

L'influence de la théorie linéaire du développement, et en particulier au regard de la ressemblance entre le modèle d'accumulation du capital des SRP et celui de Harrod-Domar témoigne d'une vision linéaire du développement. Les SRP, à l'instar de la théorie linéaire, véhiculent l'idée selon laquelle la prospérité occidentale est transmissible grâce aux flux des capitaux vers les régions où les capitaux auront des rendements croissants<sup>63</sup>. Afin de croître, il s'agit d'ajuster les politiques et les ressources internes de l'économie. Dans ce cadre, la théorie de la croissance des ménages des SRP présuppose, comme le décollage rostowien dans la théorie linéaire<sup>64</sup>, que la croissance dépend de l'élévation des stocks des capitaux, de l'échange, de l'avancement de la technologie, d'une plus grande division du travail, et d'une diminution des taux de fertilité<sup>65</sup>. Certains passages du traité de Sachs sur les SRP développent explicitement cette idée :

*"Technology has been the main force behind the long-term increases in income in the rich world, not exploitation of the poor"*<sup>66</sup>

et poursuit Sachs,

*"I believe that the single most important reason why prosperity spread, and why it continues to spread, is the transmission of technologies and the ideas underlying them . . . This is why we can envision a world in which everybody achieves prosperity"*<sup>67</sup>.

Pour conclure sa pensée:

*". . . the basic underlying forces that propelled the Industrial Revolution could be replicated elsewhere"*<sup>68</sup>.

S'il y a eu développement dans certaines régions, rien n'empêche donc qu'il ne puisse avoir lieu ailleurs. L'objectif de l'économiste est d'insérer toutes les économies du monde au sein du système économique international, et de moderniser leurs systèmes économiques afin qu'elles profitent de l'influx des capitaux des pays occidentaux<sup>69</sup>.

---

<sup>62</sup> Depuis la Deuxième guerre mondiale, la littérature sur le développement économique a été dominé par cinq courants théoriques. D'abord, les modèles de 'linear-stages-of-growth' ont émergé durant les années 1950 et 1960. Pendant les années 1970, les modèles de changement structurel se sont débattus avec les théories de dépendance néocoloniale. A partir des années 1980 sont apparus les modèles néoclassiques libéraux. Récemment, depuis les années 1990, ont émergé les théories de croissance endogène. TODARO, M., *Economic Development*, p.78.

<sup>63</sup>En parlant des SRP Sachs écrit :

*« Bad policies of the past can be corrected...Even the geographical obstacles can be overcome with new technologies, such as those that control malaria or allow for large crop yields in marginal production areas. » SACHS, J., *The End of Poverty...*, p.50.*

<sup>64</sup> Voir note de bas de page 39.

<sup>65</sup> *Ibid.*, pp.52-56, 73.

<sup>66</sup> *Ibid.*, p.31.

<sup>67</sup> *Ibid.*, p.41.

<sup>68</sup> *Ibid.*, p.39.

<sup>69</sup> *Ibid.*, p.49.

Cependant, les SRP s'inspirent également des théories structurelles de Braudel, Furtado, Prebisch et Singer. Ce type de théorie est connu pour avoir attribué le sous-développement à l'évolution historique d'un système international inégal<sup>70</sup>. Selon Braudel, au sein d'une *économie-monde*, le centre de progrès économique puise ses ressources des régions périphériques et les prive de moyens pour 'rattraper' leur retard économique<sup>71</sup> : il en va ainsi des villes par rapport aux villages, aux villages par rapport aux hameaux, aux hameaux par rapport aux zones plus désertiques ; mais également, des zones économiques internationales développées par rapport aux zones économiques en développement. La croissance et le développement ne peuvent être linéaires et équivalents en toute ubiquité. Dans cette optique, ce sont les facteurs externes qui, avant toute autre chose, entraînent le sous-développement d'un pays ou d'une région.

A l'instar des théories structurelles, les SRP développent souvent une approche systémique du développement. Le développement d'une région, notamment les plus pauvres, est influencé par le fonctionnement du système économique international dans lequel elle s'insère. La fonction des SRP et des institutions internationales qui les mettent en œuvre est d'empêcher le système international de bloquer le développement des pays appauvris. A ces fins, les SRP visent notamment à interdire des entraves au développement telles que le protectionnisme en matière d'échange, l'insuffisance d'aide au développement, des pratiques financières déstabilisantes et des règles de droits intellectuels désavantageuses<sup>72</sup>. En parlant du développement économique des pays à bas revenu, Sachs réitère souvent l'idée selon laquelle :

*"The failures to meet the MDGs are failures of the rich countries as well as the poor, since both are responsible for their success . . ."*<sup>73</sup>.

En ce sens, les SRP font reposer la responsabilité du développement sur le système global auquel appartiennent PSD et PD. Les politiques économiques de la coopération au développement sont inefficaces non parce que le patient se soigne mal mais parce que la science de l'économiste recèle des lacunes cliniques.

De plus, les SRP ne présument pas que le développement s'opère universellement par le biais de politiques identiques puisque les causes de la pauvreté générale sont nombreuses.

*" . . . as there is no single explanation for why certain parts of the world remain poor there is . . . no single remedy,"* écrit Sachs en critiquant les anciens PAS des IBW<sup>74</sup>.

Ce basculement structurel, constitue une des divergences principales des SRP avec la vision linéaire du développement qui définit la pauvreté comme un manque sévère de capital et confie le remède aux investissements stratégiques des pays donateurs<sup>75</sup>. De ce fait, les SRP tentent de surmonter l'opposition entre la vision structurelle du développement et la vision linéaire de la croissance économique en faisant valoir tant les explications externes que les explications internes.

<sup>70</sup> La théorie structurelle récuse l'idée selon laquelle le développement se réalise en passant inéluctablement par les mêmes étapes. TODARO, M., *Economic Development...*, pp.91,94.

<sup>71</sup> BRAUDEL, F., *La dynamique du capitalisme*, Champ Flammarion, 1985/2002

<sup>72</sup> SACHS, J., *The End of Poverty...*, p.25.

<sup>73</sup> *Ibidem*, p.83.

<sup>74</sup> *Ibid.*, p.50.

<sup>75</sup> *Ibid.*, p.250.

## 1.2 Entre holisme et individualisme

L'économie clinique manifeste également une relation ambivalente entre l'individualisme et le holisme méthodologique qu'il eût été intéressant de clarifier afin de clarifier l'ampleur de la théorie économique à la base des SRP. L'individualisme et le rationalisme méthodologiques caractérisent la sociologie du choix rationnel sur laquelle se fonde la théorie néoclassique et microéconomique. Selon son fondateur Boudon, cette sociologie exige que tout phénomène économique s'explique à partir de l'action et de la rationalité de l'individu. Aucune entité explicative alternative de base n'est admise. Les institutions sont le résultat de décisions individuelles rationnelles reposant sur le calcul des moyens les plus adaptés à la maximisation de leurs préférences. L'économie comprend la globalité d'interactions atomisées sur le marché.

A l'inverse de l'individualisme méthodologique, l'économie clinique émet des hypothèses holistiques. Par exemple, elle stipule que le développement n'est plus seulement une question de réformes politiques pour le pays récipiendaire mais une question de réformes politiques pour l'ensemble des pays qui impactent l'économie démunie. Comme le précise Sachs,

*“... clinical economics, like clinical medicine, should view treatment in family terms, not just individual terms”<sup>76</sup>.*

Dans cette logique, le diagnostic différentiel rend compte des difficultés de développement à travers une analyse des relations entre sexes, groupes ethniques, pays, ou maladies humaines et animales pour ne citer que quelques exemples<sup>77</sup>. Ces entités d'explication représentent des entités collectives et non les entités individuelles sur lesquelles reposent les explications de la théorie néoclassique. Au contraire, l'explication et le traitement de déséquilibres économiques nécessitent une analyse non seulement du contexte économique mais des contextes sociopolitique et géographique<sup>78</sup>. Par conséquent, les hypothèses de l'économie clinique ne correspondent pas entièrement au programme de recherche de la sociologie du choix rationnel, base même des sciences économiques<sup>79</sup>.

L'économie clinique ne s'aventure pas non plus à la recherche d'explications de sous-développement dans la psychologie comportementale des individus inspirée de l'individualisme méthodologique. La définition du piège à la pauvreté des SRP diffère donc de celle d'Easterly qui repose sur les préceptes de la sociologie du choix rationnel. Pour l'économie clinique, le piège à la pauvreté<sup>80</sup> résulte d'une diminution, de génération en génération, de la quantité de capital détenue par personne. Cette pénurie de capital est engendrée par l'existence d'épidémies, de chocs climatiques, de dégradation environnementale, d'isolation géographique et de pauvreté elle-même. C'est donc afin de se libérer du piège qu'il faut réinjecter les moyens financiers suffisants<sup>81</sup>.

En revanche, Easterly définit le piège en termes d'anticipations individuelles. Dans cette optique, la prépondérance d'attentes élevées suffit à sortir une économie du piège à la pauvreté. En

<sup>76</sup> Par exemple, écrit Sachs: *“It is not enough to tell Ghana to get its act together . . . to tell Ghana to liberalize its trade, balance its budget, and attract foreign investors may be fine and good, but it will be ineffectual if not combined with . . . reforms in the rich countries . . . and support to the West African region as a whole . . .” Ibid., pp.79-80.*

<sup>77</sup> *Ibid.*, pp.83-89.

<sup>78</sup> Cf. *Infra* section I.

<sup>79</sup> Cette phrase présuppose que la théorie néoclassique est la théorie dominante en sciences économiques.

<sup>80</sup> Privation matérielle extrême de laquelle il est extrêmement difficile de sortir.

<sup>81</sup> *Ibid.*, pp.19, 245-250.

prenant le cas d'un pays qui se situe en deçà du seuil du piège à la pauvreté, il explique la cause de l'enlèvement dans la pauvreté comme suit :

*"The return on investing in knowledge, education, and machines is currently too low to make such investment worthwhile, and so the country would be stuck in the poverty trap. But now suppose that you expect that everyone else will be investing in acquiring skills, knowledge, and machines. Everyone else has the same expectations. It is now worth your while to make the investment . . ."*<sup>82</sup>.

Selon ce raisonnement, si les agents individuels anticipent que d'autres investiront dans le même secteur économique, les rendements de leurs investissements deviendront rentables et les mesures nécessaires pour surmonter le piège seront prises. Le piège à la pauvreté constitue donc fondamentalement un défaut de coordination. La pauvreté serait une relique du passé, si tout le monde pouvait se mettre d'accord d'avance que tous investiront jusqu'à ce que le seuil de capital nécessaire pour dépasser le piège soit atteint. Or, le marché ne réalise pas cette forme indispensable de coordination, laissant donc l'extrême pauvreté perdurer.

Les SRP évitent de s'empêtrer dans des explications fatalistes de l'action collective provenant de la sociologie du choix rationnel. Par exemple, elles s'appuient rarement sur l'idée d'anticipation individuelle pour déchiffrer ou résoudre les obstacles économiques qu'elles entendent surmonter. Ce serait cause et peine perdue. Toutefois, le raisonnement easterlien met en évidence les défaillances du marché et donc la nécessité de promouvoir institutionnellement la coordination entre agents. Au lieu de souligner l'importance des actions individuelles, les SRP mettent en exergue le rôle de l'action collective :

*"Although introductory economics textbooks preach individualism and decentralized markets, our safety and prosperity depend at least as much on collective decisions to fight disease, promote good science and widespread education, provide critical infrastructure and act in unison to help the poorest of the poor . . . Collective action . . . underpins economic success"*<sup>83</sup>.

Résolument, les SRP entendent aller au-delà d'explications et d'analyses en termes d'actions individuelles mais le conflit potentiel entre les hypothèses à la base de l'économie clinique et celles de la sociologie du choix rationnel à la base de la théorie économique néoclassique reste latent. Les SRP ne brossent qu'un tableau rapide de leur approche théorique et méthodologique. En d'autres mots, les SRP ne récusent pas directement l'individualisme et le rationalisme méthodologiques, d'une part. D'autre part, elles ne tranchent pas non plus pour un véritable holisme méthodologique.

Le cas échéant, les SRP semblent ne pas prendre position ou, du moins, elles se situent dans un *no man's land* méthodologique entre les deux. L'économie clinique, entend-t-elle surmonter les contradictions apparentes entre l'individualisme et l'holisme méthodologiques afin de soutenir les deux à la fois ? Ou à l'inverse, tente-t-elle de faire tout simplement l'économie des deux sociologies du choix ? Les SRP veulent-elles poursuivre une troisième option méthodologique ou suggèrent-elles de faire fi de tout soubassement méthodologique explicite ? Dans le premier cas, les SRP auront accompli un exploit formidable et enrichissant. Dans le deuxième et troisième cas, il reste à démontrer que les sociologies du choix manquent de pertinences ou qu'une alternative

<sup>82</sup> EASTERLY, W., *The Elusive Quest for Growth...*, p.167.

<sup>83</sup> SACHS, J., *The End of Poverty...*, p.3.

plus forte existe. Autant de questions se posent qui nécessiteraient des explications considérables de l'économie clinique en vue d'y débroussailler des réponses concrètes.

### 1.3 Entre éclaircissements et occultations

Les SRP ont une attitude ambiguë par rapport aux théories économiques. D'une part, elle affirme vouloir lutter contre les idées reçues concernant les obstacles au développement<sup>84</sup>. Mais d'autre part, elles s'abstiennent d'aller au fond de leurs critiques des politiques précédentes et de prévenir celles qui pourraient leur être adressées. Si les SRP réussissent à éclairer le mythe de certaines pilules magiques<sup>85</sup>, elles passent néanmoins à côté d'éclaircissements théoriques vitaux. Bien qu'elles portent un regard critique sur l'économie néoclassique en récusant les vertus de l'individualisme et de la déréglementation économique prônées par les anciennes politiques d'ajustement structurel (PAS), elles ne prennent pas la peine d'effectuer une critique plus approfondie de ces dernières.

Premièrement, en l'absence 'd'audit' des échecs des PAS, les SRP se basent sur des explications relativement superficielles et conjoncturelles des erreurs des politiques précédentes. Leur échec est une évidence donnée, leur temps était révolu. Les PAS constituaient simplement le fruit de la politique idéologique de Reagan et de Thatcher imposée aux IBW. En réalité, il n'existe aucune corrélation entre le taux de croissance par habitant d'un pays et la position du pays dans l'Indice de Liberté Economique du Heritage Foundation<sup>86</sup>. Les IBW ne coopéraient pas avec les nombreuses agences de développement des Nations Unies. Enfin, la logique théorique des politiques dénoncées n'est jamais confrontée. Par conséquent, les similitudes et les différences éventuelles entre les PAS et les nouvelles SRP sont occultées.

Deuxièmement les SRP s'appuient sur un hybride théorique chevauchant, d'un côté, un modèle d'accumulation du capital de 1945 et, de l'autre, les indicateurs du développement et de la pauvreté humaine des années 1990. L'idée de pluraliser la notion de capital au sein du modèle Harrod-Domar pouvait être intéressante. Cependant, le traité de Sachs sur les SRP ne soulève pas les faiblesses et les lacunes de cet hybride. De même, ni l'approche administrative ni le modèle de croissance des SRP ne sont défendus contre les critiques éventuelles. Cette carence ne fait qu'affaiblir l'argumentaire, voire la justification, des nouvelles stratégies. Bien que les SRP soient de vocation pragmatique, l'analyse théorique entamée reste trop partielle pour le lecteur plus exigeant.

### 1.4 Entre innovation et *statu quo*

Dernièrement, soulignons que le flou théorique dont les SRP sont imprégnées ne facilite pas la distinction entre les innovations théoriques qu'elles avancent et les éléments du *statu quo* qu'elles conservent. Puisque les SRP ne se comparent pas en détail aux PAS, il n'est pas évident de

<sup>84</sup> *Ibid.*, pp.319, 323.

<sup>85</sup> Par exemple, les SRP contestent la préconception selon laquelle la bonne gouvernance et la démocratie seraient cruciales pour lutter contre la pauvreté extrême. Depuis 1990, on constate que la propagation des régimes démocratiques n'a cessé d'augmenter en Afrique, mais que la croissance économique espérée n'a pas suivie. En outre, le Global Corruption Report de 2004 note que les pays d'Afrique sub-saharienne, par exemple, ont tendance à croître 3% plus lentement que d'autres pays du monde avec le même niveau de gouvernance, de corruption et de transparence. Selon cette étude, le lien entre corruption et pauvreté n'est pas aussi fort qu'on pourrait le croire. Au vu de ces exemples, il faut d'abord augmenter considérablement la croissance et alléger la pauvreté avant de pouvoir financer de meilleurs mécanismes de gouvernance. *Ibid.*, p.313.

<sup>86</sup> Voir à cet égard le graphique de Sachs. *Ibid.*, p.320.

décèler tous les écarts théoriques qu'elles entreprennent. En ce qui concerne la pratique du développement, ce problème ne rejaillit pas : les innovations sont nettement mises en évidence.

La vocation majeure des SRP est « . . . *to fix the 'plumbing' of international development assistance . . .* »<sup>87</sup> afin d'éliminer la pauvreté explique Sachs. La politique de l'aide au développement nécessite un nouveau processus d'élaboration et d'application de programmes. Puisque le problème de l'AOD n'est pas théorique, l'objet des SRP est de fournir de nouveaux outils et attitudes pratiques aux économistes du développement. Sans préconiser pour autant des changements institutionnels radicaux, le SRP font le pari qu'une 'nouvelle canalisation' exterminera la pauvreté extrême. Quoiqu'importante, cette innovation reste des plus pratiques, voire des plus administratives. Quid du niveau théorique ?

En supposant qu'il existe, le projet théorique des SRP paraît pour le moins confus : il souhaite se distancier de la théorie néoclassique à partir de laquelle les PAS furent élaborés mais ne marque pas ses divergences de manière théorique. Les SRP ne se présentent guère comme une solution déduite d'une théorie particulière, mais, au contraire, comme une solution induite de l'expérience. En réalité, les SRP proposent seulement de modifier l'usage de la théorie économique. En d'autres termes, les stratégies réarrangent non seulement les institutions de la coopération au développement mais aussi les théories et les modèles de développement existant afin de créer un tout plus cohérent et efficace.

Pour reprendre un exemple précédent (1.1), les SRP se basent sur deux visions du développement antagonistes et intègrent les indicateurs du développement humain au modèle Harrod-Domar. Loin de révolutionner la théorie et notre compréhension du développement, l'économie clinique tente d'appréhender ce dernier par une voie médiane. Les SRP conservent le moule de théories économiques préétablies mais tentent de les ancrer davantage dans la réalité. A ces fins, elles développent une approche plus casuistique du développement. Elles leur superposent par ailleurs une réflexion sur les techniques de coopération, chargées de mettre les théories en œuvre institutionnellement. A défaut de véritable innovation théorique, c'est essentiellement dans la façon de concevoir l'application et la pratique de l'économie néoclassique que les SRP diffèrent des politiques précédentes.

Existe-t-il des raisons pour lesquelles les SRP choisissent de ne pas démarquer plus radicalement la spécificité de leur vision du développement ? Contrairement à Sen ou à Stiglitz, Sachs, l'instigateur intellectuel des SRP, ne s'aventure pas dans les métadiscours du développement. Tandis que Sen articule sa notion du développement comme la liberté de réaliser des choix de vie, Stiglitz élabore la sienne par rapport au concept de transformation sociale. Pour prendre la vision de Stiglitz en exemple, le développement consiste à transformer les idées, les connaissances, l'organisation et le fonctionnement des sociétés sous-développées :

*" . . . development involves not just the acceptance of change but its promotion and, indeed, its routinization. Traditional societies typically accept matters as they find them; the developmental transformation entails questioning existing arrangements and continually seeking alternative and more efficient . . . processes of change, reflected in what is typically referred to as the scientific method. All societies involve a mix of . . . scientific and prescientific ways of thinking. In developing countries, however, traditional modes of thinking, and traditional institutions, dominate"*<sup>88</sup>.

<sup>87</sup> *Ibid.*, p.269.

<sup>88</sup> STIGLITZ, J., "Development Thinking at the Millennium" in *Proceedings from the Annual Bank Conference on Development Economics 2000*, World Bank and Oxford University Press, Washington DC, 2001, pp.22-24.

Selon l'extrait, la compréhension des origines de la pauvreté extrême va au delà des explications en termes de pénurie de capitaux, entendu au sens large, et de ressources. La problématique du développement économique des PSD ne peut se réduire à une question d'augmentation de l'accumulation de capital et de son efficacité. La notion de '*Development as transformation*' de Stiglitz est censée nous permettre de dépasser le clivage entre l'approche planification et l'approche libéralisation<sup>89</sup>. Dans cette optique, Stiglitz se positionne aisément dans une démarche dialectique que Sachs, par comparaison, évite d'entreprendre.

Bien que Sachs ne développe pas de métadiscours, il ne revendique pas pour autant le besoin de s'en débarrasser. Les SRP conçoivent le développement et la satisfaction des besoins premiers en termes d'épargne, de capital, de liquidité et de productivité<sup>90</sup>, à savoir le langage économique dans lequel tout discours méta du développement finira par se traduire. Ce faisant, les SRP adoptent une sorte d'œcuménisme économique leur permettant d'embrasser tout métadiscours du développement et évitent les clivages qui entraveraient la mobilisation d'une action collective. Seraient-elles parvenues à trouver le discours qui réunirait l'ensemble des économistes à leur cause ? La question suscite la réflexion à l'égard des conditions de possibilité de l'action collective et de l'utilité d'un discours sans parti pris méta économique ?

Est-il possible de dynamiser le développement des pays les plus appauvris en ne modifiant que la pratique sans toucher ni à la théorie, ni à au métadiscours sous-jacents l'économie du développement ? Depuis la prescription de ventouses, les évolutions médicales sont toutes aussi redevables aux avancées théoriques en biologie, chimie et physique qu'aux expériences cliniques. En réalité, le fait de changer radicalement la pratique de l'aide au développement sans faire autant de la théorie risque d'être perçu comme une stratégie sournoise de la part des pouvoirs en place. N'oublions pas l'inoubliable intervention du prince, dans le roman *Le Guépard*, lorsqu'il insiste auprès de ses confrères à l'heure de l'unification italienne : « *Si nous voulons que les choses demeurent telles quelles, les choses devront changer* »<sup>91</sup>. Le pari pragmatique des SRP est susceptible, malgré elles, d'enliser le développement en attendant des innovations théoriques plus importantes.

## 2. Inadaptations pratiques des stratégies de réduction de la pauvreté

Malgré leur engagement à l'efficacité, Easterly soulève féroce ment les inadaptations pratiques des SRP. Bien que celles-ci améliorent le modèle Horrod-Domar, l'usage pratique de ce modèle dépassé suscite incontestablement des soupçons. Connues sous le nom de *financing gap approach*, les variantes contemporaines du modèle apportent peu à la compréhension, à la croissance ou au développement des pays pauvres. En outre, Easterly critique avec vivacité l'aléa moral et donc l'inefficacité qu'engendrent le financement de l'aide ainsi que le processus administratif des SRP.

<sup>89</sup> Cette approche fut défendue par Hollis Chenery tandis que la deuxième fut défendue par Anne Krueger : deux anciens chefs économistes de la BM. Les deux approches partagent l'objectif précis de réallouer les ressources de manière plus efficiente et d'augmenter les ressources à l'investissement. Cependant, les insuffisances du marché représentent l'obstacle majeur dans la première approche tandis que les erreurs de l'intervention publique constitue l'entrave fondamentale dans la deuxième.

<sup>90</sup> SACHS, J., *The End of Poverty...*, pp.230-232.

<sup>91</sup> CLING, RAZAFINDRAKOTO, & ROUBAUD, *New International Poverty Reduction Strategies...*, p.12.

## 2.1 *Financing gap approach* à l'Index

Selon Easterly, le fait que le modèle Harrod-Domar n'aie pas été configuré d'après et pour les PSD le discrédite d'emblée. Domar, Lewis et Rostow ont mis au point le modèle d'accumulation du capital en fonction de statistiques provenant majoritairement de PD et de l'idée que l'épargne forcée était la cause principale du développement soviétique<sup>92</sup>. Or, le modèle Harrod-Domar s'est rapidement avéré peu pertinent pour la croissance des pays tropicaux. L'accumulation du capital, au sens strict de capital de production (des machines), ne pouvait en effet constituer un facteur de croissance durable. Typiquement, l'investissement produit des rendements décroissants. Par conséquent, plus l'investissement se concentre, moins il produit d'unités supplémentaires de biens et moins la croissance sera importante, *ceteris paribus*. Par ailleurs, le modèle présuppose l'existence d'arrangements économiques occidentaux tels des marchés bien intégrés, une bureaucratie efficace, un système de transports fonctionnel et la main-d'œuvre formée, conditions qui n'existent guère dans la plupart des PSD.

Quoiqu'incontournables, ces critiques ne s'appliquent toutefois pas directement aux SRP dans la mesure où elles modifient la version initiale du modèle Harrod-Domar. D'abord, les SRP entendent le capital au sens large. Elles pluralisent les capitaux et les investissements du modèle Harrod-Domar en fonction des besoins premiers de l'homme. L'investissement ne concerne pas seulement le capital de production mais le capital humain, l'infrastructure, le capital naturel, le capital institutionnel et le capital scientifique<sup>93</sup>. La notion de capital est élargie afin d'y inclure le type de capital qui subvient au bien-être élémentaire des plus démunis. Ensuite, le diagnostic différentiel tient compte tant des imperfections du marché que des éléments sociopolitiques et géographiques qui influencent le fonctionnement d'une économie. Bien qu'il s'agisse toujours d'allouer un budget, le développement est définitivement davantage qu'une histoire d'injection de capital de production et d'équilibres macroéconomiques afin de stimuler la croissance.

La généralisation du modèle Harrod-Domar a été rebaptisée le *financing gap approach*. Cette approche revient, d'une part, à calculer le financement manquant entre la somme des différents investissements requis et l'épargne nationale et, d'autre part, à soutenir que la croissance du PIB peut être proportionnelle à la proportion du PIB consacrée aux investissements. Toutefois, et malgré sa distinction par rapport au modèle Harrod-Domar, l'utilisation du *financing gap approach* afin de calculer les taux d'aides requis ainsi que les projections de croissance reste considérée par Easterly comme une grave erreur<sup>94</sup>. A l'instar du modèle Harrod-Domar, le *financing gap approach* n'est, d'une part, que faiblement confirmé dans les faits<sup>95</sup>. De l'autre, elle persiste à placer le seul capital, bien qu'élargi à des expressions multiples (machines, éducation, infrastructure, santé, etc.), à la source de la croissance. Easterly y voit dès lors une forme de *capital fundamentalism* dans la mesure où rien ne soutient au juste l'hypothèse selon laquelle des plus grandes injections de capitaux dans l'économie stimuleront sa croissance.

---

<sup>92</sup> Rostow a voulu montrer que le décollage était provoqué par l'investissement. Pour ce faire, il a étudié plusieurs pays. Toutefois ses propres preuves sont faibles : 3 des 15 pays cités avait réalisé des décollages grâce à l'investissement. D'après Kuznets 1963: "In no case do we find during the takeoff periods the acceleration in the rate of growth of total national product implied in professor rowtow's assumptions of a doubling or mor in the net captial formation proportion". De plus, l'investissement en Union Soviétique a continué à augmenter pendant les années 1960-1980, tandis que le taux de croissance diminuait. EASTERLY, W., *The Elusive Quest for Growth...*, pp.32, 296.

<sup>93</sup> Voir tableau *infra* Partie II, p.20.

<sup>94</sup> EASTERLY, W., *The Elusive Quest for Growth...*, p.29.

<sup>95</sup> *Ibidem*, p.47.

Easterly effectue deux tests illustrant que les preuves en faveur du *financing gap approach* sont négligeables<sup>96</sup>. Le premier test brise le lien supposé entre aide et investissement. Afin de corroborer le *financing gap model*, non seulement devrait-il exister une corrélation positive entre les deux variables mais un supplément de 1% du PIB en aide devrait engendrer 1 % du PIB en investissement afin de corroborer le modèle du *financing gap*. Or, en fonction des données de 88 pays, de 1965 à 1995, provenant de l'OCDE, 17 pays seulement enregistraient une corrélation positive. De ces 17, seuls 6 ont réalisé un rapport d'égalité entre aide et investissement. Le deuxième test révèle la faiblesse du lien supposé entre investissement et croissance. A nouveau, afin de vérifier le modèle deux conditions doivent être satisfaites. D'une part, les pays doivent exhiber une corrélation positive entre croissance et taux d'investissement de l'année précédente et, d'autre part, la relation investissement-croissance doit se trouver dans une fourchette moyenne avec des écarts de financement raisonnables. En l'occurrence, pour 138 pays seulement 4 correspondent à ces critères. De ces 4, seulement la Tunisie réussit également le premier test.

Même si Easterly souhaite prouver que l'investissement n'est une condition ni suffisante ni nécessaire à la croissance, les tests indiquent avant tout que l'investissement ne peut être considéré comme la cause principale d'une croissance qui est le ressort d'un ensemble de facteurs. En somme, la relation entre investissement et croissance est foncièrement faible et instable<sup>97</sup>. L'hypothèse que le taux de croissance puisse être proportionnel au taux d'investissement dans les dépenses du PIB, par conséquent, ne tient plus la route. A cet égard, la viabilité du projet des SRP se trouve sérieusement affaibli. En conclusion, Easterly ajoute:

*"The aid-financed investment fetish has led us astray on our quest for growth for fifty years. The model should finally be laid to rest. We should eliminate the notion of the financing gap altogether, with its spurious precision on how much aid a country needs. We should not attempt to estimate how much investment a country 'needs' for a given target growth rate, because there is no stable short-run link between investment and growth"*<sup>98</sup>.

Dans l'alternative, Easterly suggère que la technologie et les incitations individuelles sont les moteurs majeurs de croissance et de développement. En revanche, bien que les SRP tiennent compte de la technologie dans leur concept de capital, elles ne modélisent pas les incitations économiques. Il s'agira de la seconde faiblesse opérationnelle des SRP.

## 2.2 Incitations individuelles au menu ?

Les stratégies de réduction de la pauvreté sont également critiquées dans la mesure où la coopération qu'elles supposent n'est ni opérationnelle, ni réaliste, tant elles exigent des changements de comportements radicaux<sup>99</sup>. Certes, les analyses économiques, les mécanismes d'évaluation des politiques et le rapport entre partenaires du développement sont des exemples de propositions qui prennent du temps à s'institutionnaliser. Néanmoins, le plan de développement des SRP ne trace que les grandes formes de la coopération internationale sans

<sup>96</sup> *Ibid.*, pp.37-39.

<sup>97</sup> Habituellement, la croissance représente un chiffre plus ou moins stable tandis que l'investissement fluctue considérablement explique Easterly. *Ibid.*, p.41.

<sup>98</sup> *Ibid.*, p.44.

<sup>99</sup> Les critiques sont notamment de trois types : les stratégies produiront des effets pervers ou opposés, les stratégies sont futiles parce qu'elles sont trop idéalistes, irréalistes et optimistes (elles ne font qu'adoucir l'amère pilule de la libéralisation) et les stratégies sont nocives parce qu'elles mettraient en péril des acquis difficilement obtenus. D'après Hirschman ces types de critiques se résument à de la rhétorique. Cling, Razafindrakoto, et Roubaud, *New International Poverty Reduction Strategies...*, p.10.

s'attarder sur les motivations ou la responsabilité individuelle des agents. Les SRP misent sur l'espoir que les agents se comportent en fonction de l'intérêt général, à savoir 'l'intérêt individuel illuminé'. Or, la planification et la centralisation impliquées dans l'économie clinique doivent faire face, selon Easterly, à un sérieux bémol formulé par la théorie de l'action collective de Mancur Olson<sup>100</sup>. Pour ce dernier, la coopération volontaire requise par l'économie clinique est rationnellement inconcevable si l'agent dit 'rationnel' ne participe qu'en fonction des bénéfices ou des sanctions individuels associés à sa participation. Dès lors, comment penser la coordination et la mise en œuvre des SRP par les milliers de fonctionnaires des six agences des NU, de la BM et du FMI sans réflexion spécifique sur les mécanismes de responsabilisation en matière de gouvernance internationale ?

Dans le *Global Compact*, les pays donateurs et récipiendaires sont collectivement responsables des SRP. Deux conséquences en découlent. Premièrement, à force de tenir tout le monde collectivement responsable personne ne le devient. Dès qu'un dysfonctionnement surviendra, tous seront en tort et une action corrective sera encore plus compliquée à entamer. Etant donné les 449 interventions proposées en vue d'atteindre les OMD, il est difficile de cibler les erreurs effectuées dans l'enchaînement causal et d'y apporter un remède ou de distinguer les interventions qui réussissent de celles qui échouent<sup>101</sup>. Dès lors comment apprendre de ces erreurs ?

Deuxièmement, l'aide fournie en fonction de l'écart entre épargne et investissement nécessaire pour la croissance crée de l'aléa moral ou des incitations perverses. En principe, dans le *financing gap approach*, plus l'écart de financement est important, plus l'aide sera conséquente. Au vu de cette attente, l'épargne nationale du bénéficiaire risque de diminuer, stipule Easterly. Dans un tel système, l'aide incite le récipiendaire à moins sécuriser ses propres ressources pour le développement parce qu'il anticipe l'appui des ressources étrangères<sup>102</sup>. A l'inverse, dans un programme efficace, les pays qui consolident l'épargne nationale et réduisent leur *financing gap* devraient obtenir une aide plus importante.

Bien que les SRP aient le mérite moral de ne pas défendre la conception étroite de la rationalité décrite par Olson et, d'exhorter les individus à dépasser leurs calculs d'intérêts personnels, nous pouvons néanmoins admettre que leur plan de développement recèle des faiblesses pratiques indéniables. Lorsqu'il s'agit de mettre en place une réforme difficile, il faut inéluctablement préciser les mécanismes de régulation et d'incitation garantissant l'application de la réforme. L'impératif moral est insuffisant à ces fins. Or, les stratégies passent sous silence les moyens par lesquels la société civile et les acteurs du développement pourraient faire respecter le taux d'aide fixé par la résolution de l'assemblée générale des NU en 1970. Dans cette optique, un programme plus défensif, à même de surmonter ou d'éviter les tentatives d'abus ou de détournement tant des PD que des PSD, aurait permis aux SRP de gagner en substance et en viabilité. De plus, celles-ci ne se conçoivent pas en porte-à-faux avec la mise en place d'incitations. Au contraire, elles pourraient très bien se munir de certaines propositions d'Easterly. Toujours est-il que les SRP seront toujours moins souples et efficaces que ne le souhaiterait Easterly dans la mesure où les incitations seront orientées davantage vers le souci de subvenir aux besoins premiers (c'est-à-dire l'amélioration des indicateurs de développement humain) que le souci de croissance du PIB réel par tête.

<sup>100</sup> Cf. Olson, M., *La logique de l'action collective*.

<sup>101</sup> EASTERLY, W., *Structural Adjustment and Debt Relief for Poverty Reduction*, NYU Conference Presentation, IMF Institute, Washington D.C., March 2006.

<sup>102</sup> EASTERLY, W., *The Elusive Quest for Growth...*, pp.39, 44.

### 3. Danger politique du Post-Washington Consensus

A un niveau politique, les SRP de Sachs sont souvent accusées d'être biaisées par la même idéologie néo-libérale que les anciennes politiques d'ajustement structurel.

Les outils économiques dont les acteurs internationaux disposaient sous le Washington Consensus étaient manifestement inadéquats : excessivement verticalisés, technocratiques et ethnocentriques. Dans cette optique, les SRP incorporent trois objectifs de base qui les différencient clairement des politiques précédentes: la réduction de la pauvreté, l'adoption de processus participatifs renforçant la démocratie et la coordination de l'aide internationale afin de promouvoir sa cohérence et son efficacité<sup>103</sup>. Dans ce sens, il serait inexact de dire que les documents de SRP, l'initiative en faveur des PPHE (Pays pauvres hautement endettés, en anglais les HIPC) ou les OMD se réduisent à de la cosmétique. Il serait excessif d'affirmer que ces initiatives amorcent une véritable révolution de l'économie du développement.

A l'instar de la théorie mobilisée dans le traité, Sachs ne s'appuie ni sur une idéologie avant-gardiste ni sur une idéologie strictement néolibérale. Selon Payne, Sachs appartiendrait aux tenants du Post-Washington Consensus et de la troisième voie<sup>104</sup>. D'après ces derniers, la globalisation du capitalisme et les investissements étrangers provenant de multinationales peuvent être des forces positives à certaines conditions. En particulier, cette situation exige un sentiment moral à tout épreuve ainsi que des réseaux de soutien social solides permettant aux plus démunis de satisfaire leurs besoins les plus élémentaires<sup>105</sup>. L'objectif de la troisième voie est de faire endosser au libéralisme des valeurs et des idéaux moraux.

Il s'agit là de préconiser un capitalisme à visage humain<sup>106</sup> car le libéralisme économique, à savoir l'intensification des échanges, des communications et de la circulation des biens et personnes entre pays, constitue prétendument le meilleur moyen d'obtenir l'égalité et le progrès social<sup>107</sup>. Les aspirations morales qui sous-tendent la réduction de la pauvreté sont récupérées des Lumières<sup>108</sup>. De Jefferson, les SRP reprennent l'idée selon laquelle les institutions sont des constructions humaines devant être façonnées et remises en cause en fonction de 'la vie, la liberté, et le bonheur'. De Smith, elles empruntent le principe selon lequel le système économique doit subvenir aux besoins des hommes qui le constituent, ce qui nécessite que l'intervention publique comble les défaillances du marché. De «Vers la paix perpétuelle» de Kant, les SRP font appel à l'idée que la paix mondiale exige un système d'interactions commerciales entre républiques souveraines mais interdépendantes. Finalement, de Condorcet elles retiennent l'idéal du progrès scientifique comme moyen par lequel le progrès social se réalise.

Malgré ces aspirations éthiques, le Post-Washington Consensus est susceptible de constituer une entrave à l'autonomie et la souveraineté des pays dont il vise le développement. Bien que toute procédure de coopération soit avalisée par le consentement du gouvernement récipiendaire, une stratégie de coopération internationale qui vise l'intensification du rôle des institutions internationales, réputées censitaires et inégalitaires, n'augmente pas l'autonomie de ce dernier. Les prêts, les dons et l'assistance dont ces derniers bénéficient leur imposent, en échange, certaines règles d'organisation économique et sociale. Dans les SRP, les partenaires

<sup>103</sup> CLING, RAZAFINDRAKOTO, ET ROUBAUD, *New International Poverty Reduction Strategies...*, p.2.

<sup>104</sup> PAYNE, A., *The Global Politics of Unequal Development*, Palgrave Macmillan, Hashire, 2005.

<sup>105</sup> SACHS, J., *The End of Poverty...*, pp.358-60.

<sup>106</sup> *Ibidem*, pp.356-357.

<sup>107</sup> *Ibid.*, p.351.

<sup>108</sup> *Ibid.*, pp.347-353.

internationaux scrutent et approuvent les budgets, les projets et les résultats des politiques des gouvernements récipiendaires. En attendant, le processus participatif, intégrant les acteurs locaux dans la coopération, est loin d'être mis en œuvre.

Dans ce contexte, les choix de politiques économiques dépendent peu du gouvernement, et encore moins du peuple, qui les applique. Ainsi, la coopération modifie-t-elle le fonctionnement et la structure politique des Etats-nations concernés. Le danger principal réside dans l'affaiblissement et la mise en dépendance du développement et des institutions politiques des PSD par rapport aux institutions multilatérales et aux bailleurs de fonds du *Development Assistance Committee* à l'OECD. Afin d'éviter cet écueil, il est indispensable d'identifier et de permettre à la société civile et aux acteurs locaux à participer à l'élaboration des SRP et aux processus décisionnels des IBW.

Le pouvoir de contrôle économique des SRP demeurera préoccupant tant que le rapport de forces entre pays récipiendaires et pays donateurs ou institutions multilatérales sera excessivement inégalitaire. Tant que les mécanismes de participation civile et de collaboration équitable ne sont pas mis en place, le potentiel d'effets pervers sur le développement politique des PSD n'est pas négligeable. D'aucuns soulignent le risque selon lequel, au sein même de l'Union Européenne<sup>109</sup>, l'abandon par les Etats d'une part de leur souveraineté aurait tendance à les déresponsabiliser des politiques où l'Union exerce ses compétences. Le rapport de forces au sein de la coopération au développement est quant à lui encore plus inégal et l'ingérence plus importante : de surcroît, la géographie humaine et physique en Afrique--que l'on caractérise principalement de régions rurales et isolées--rend la mise en œuvre de processus participatifs encore plus difficile.

Admettant que l'échange aide-ingérence puisse être équitable dans la mesure où la maximisation de l'utilité primerait sur l'affaiblissement politique, il s'agit néanmoins d'une prérogative du choix collectif. Il ne peut être imposé de l'extérieur des PSD. A cet effet, une comparaison entre les sacrifices politiques et les bénéfices économiques et politiques entraînés par les SRP révélerait l'état de la démocratie dans les PSD et la forme des relations internationales qu'inaugure le *Millennium Project*. Il faut espérer que la théorie de la démocratie aborde cette problématique afin de pouvoir mieux juger de l'impact de l'ingérence économique sur le développement politique et démocratique des PSD.

En conclusion, ce commentaire a voulu analyser et évaluer les aspects théoriques, pratiques et politiques du plan de développement des SRP afin de comprendre non seulement leurs rouages mais aussi leur portée. En général, les SRP se revendiquent d'un œcuménisme théorique embrassant divers métadiscours du développement. Par exemple, les SRP s'appuient sur une théorie hybride du développement incorporant les indicateurs du développement humain au modèle de l'accumulation du capital de Harrod-Domar. Quoique critiqué pour son inefficacité, le *financing gap approach* des SRP revête un usage et un sens particulier. Dans la mesure où il s'agit d'effectuer des investissements stratégiques, spécifiques et diversifiés visant l'amélioration des indicateurs de développement humains et non le taux de croissances des pays subsahariens, l'approche sera plus susceptible de produire des résultats que le modèle original de Harrod-Domar. L'innovation la plus conséquente porte en particulier sur le changement de position méthodologique et déontologique que l'économiste du développement devra assumer afin de réussir son travail. Cet économiste ne peut plus se considérer comme l'ingénieur d'une machine économique. Désormais, il se démarque en tant que clinicien du bien-être économique des

---

<sup>109</sup> Voy. par exemple l'article d'Oliver Petit sur le sujet dans le numéro d'Etopia de décembre 2006.

hommes les plus démunis. L'apport d'une telle transformation dans la profession d'économiste ne peut être que bénéfique.

Pratiquement, la vision de développement des SRP, inspiré du plan Marshall, se consolide dans un plan laborieux et technocratique qui renforce l'aide et la coopération. Le *Millennium Project* et le *Global Compact* posent certaines difficultés d'application difficilement surmontables telles que l'incapacité de mobiliser les pays donateurs. Quoique bénéficiant d'un certain métissage d'idées, nous avons vu que certaines d'entre elles, datant parfois de l'après guerre, se basent sur des modèles inadaptés aux PSD. Les SRP entreprennent néanmoins des les refondre dans le mythe de la troisième voie à vocation planétaire. Pour qu'elles gagnent la confiance des citoyens et se réalise, il faudra qu'elles se prémunissent concrètement contre le *free riding* et l'aléa moral de la part des parties concernées.

Politiquement, les SRP font le pari de maintenir un pragmatisme vertueux et consensuel. Or, la vertu et le consensus risquent de produire un processus de décision délesté de toute charge politique, un système de développement qui laisse peu de place à l'autonomie collective des Etats concernés. Dans ces conditions, la stratégie de développement proposée ne fait-elle pas l'impasse sur une dimension constitutive de la vie en commun ?

## CONCLUSION

Les SRP portent directement sur le bien-être et la sécurité des hommes à l'échelle planétaire. L'existence de la pauvreté extrême se situe au cœur du problème. Les stratégies représentent un programme d'action global qui ne s'attarde guère sur des métathéories du développement. Malgré l'humanisme de l'ambition, le discours pratico-pragmatique dans lequel baignent les SRP recèle des difficultés incontournables. Notre objectif a été de soulever les atouts et faiblesses des théories, des considérations pratiques et des implications politiques des SRP. A cette fin, l'analyse et le commentaire des stratégies se sont effectués en trois temps. Premièrement, nous avons expliqué les principes et l'application de l'économie clinique. Deuxièmement, la conception du développement et de la pauvreté des SRP a été analysée. Finalement, un commentaire critique des aspects théoriques, pratiques et politiques du traité a été entamé dans le but de juger de la viabilité et de la désirabilité des stratégies.

I. La première partie se penche sur l'approche méthodologique des SRP. Afin de comprendre l'approche méthodologique des stratégies, il est indispensable de préciser leurs objectifs. En premier lieu, il s'agit d'élaborer une solution multidimensionnelle à l'extrême pauvreté en combinant l'accumulation du capital, planification nationale, politique internationale et satisfaction des besoins premiers. En deuxième lieu, il s'agit de convaincre les PD d'augmenter leurs contributions à l'aide au développement de 0,2% à 0,7 % de leur PNB. A l'instar du plan Marshall, les SRP souhaitent renforcer les liens politiques et économiques entre pays et régions du monde dans le but d'éradiquer la pauvreté.

A ce titre, l'économie clinique **élargit le champ de vision de l'économiste sur le développement**. En rapprochant la science économique du paradigme médical, l'économiste est dorénavant perçu comme un médecin traitant qui soigne les maux des systèmes économiques et des agents qui les composent. L'approche incite les économistes du développement des IBW à se détourner des modèles idéels de concurrence parfaite et de se préoccuper davantage des effets à court terme des politiques de développement qu'ils préconisent. En l'occurrence, l'économie clinique oriente la science économique vers une pratique clinique dans le but de rendre les institutions qui l'exercent plus susceptibles de sauver les vies les plus précarisées à l'instant de l'application des politiques.

Selon l'économie clinique, il convient d'abord d'intégrer cinq présupposés cliniques à la science économique afin que celle-ci effectue une analyse plus holistique des problèmes économiques dont découleront de meilleurs diagnostics. L'approche clinique signifie, d'une part, établir un diagnostic différentiel et exhaustif et, d'autre part, développer un traitement global. Le diagnostic différentiel se compose de sept catégories de causes de mal développement qui constituent ensemble le socle d'une SRP. Les SRP prévoient que ce dernier soit établi par l'ensemble des acteurs et administré par les plans d'investissement, de financement, de bailleurs de fonds et d'administration publique. Les stratégies mobilisent donc de manière cohérente l'ensemble des partenaires de l'aide au développement au travers d'un plan de développement commun. La métaphore entre économie et médecine constitue indiscutablement la partie la plus originale du texte. L'économiste est traditionnellement associé au prototype de l'ingénieur financier: le nouveau rapprochement lui confère désormais une responsabilité éthique non seulement vis-à-vis du bien-être humain en général et au long terme, dans une perspective ultra-utilitariste, mais à l'égard des conditions des plus défavorisés actuellement.

**II.** La deuxième partie examine les principaux concepts et théories autour desquels les SRP articulent leur vision du développement. Premièrement, les SRP se basent sur une conception du développement qui **entrecroise la nécessité d'accroître la croissance du revenu par habitant ainsi que la satisfaction des besoins premiers permettant le bien-être physique et moral et l'exercice de la liberté**. La satisfaction de ces besoins est indispensable pour faire démarrer la croissance et, inversement, cette satisfaction ne peut avoir lieu qu'à un certain niveau de revenu. Les stratégies stipulent que le processus de développement dépend foncièrement d'un ensemble de capitaux divers<sup>110</sup>. Tout d'abord, le taux de croissance est fonction du taux de capital accumulé par l'épargne et l'investissement nationaux. Si le stock national est insuffisant pour déclencher suffisamment de croissance, il faut y suppléer par de l'aide internationale. Deux schémas ont permis d'illustrer que l'existence d'un certain niveau de stock de capital était nécessaire afin de déclencher la croissance. L'hypothèse selon laquelle le taux d'investissement est proportionnel au taux de croissance l'année suivante découle du modèle d'accumulation du capital de Harrod-Domar. Ensuite, les SRP modifient celui-ci en généralisant la notion de capital pour y incorporer une variété de finalités outre celle de la production.

Deuxièmement, les SRP définissent le piège à la pauvreté selon les termes du modèle d'accumulation. Celle-ci se caractérise par l'inaccessibilité de certains biens premiers. Cette carence est symptomatique d'une pénurie de six types de capitaux : institutionnel, naturel, scientifique, humain, de production, et infrastructurel. En convertissant le problème du développement en insuffisance de capitaux, les SRP tentent de justifier le *financing gap approach*. Une aide de 0,7% des pays du *Development Assistance Committee* de l'OECD pendant les vingt prochaines années comblerait l'écart entre les investissements nécessaires au développement et l'épargne nationale des PSD. Toutefois, pour être efficace, l'aide internationale doit se répartir en de nombreux investissements spécifiques et stratégiques. Cinq types d'investissements (en agriculture, en soins de santé, en enseignement, en transports et énergie, et en approvisionnement en eau et en services sanitaires) attirent notamment l'attention parce qu'ils correspondent plus ou moins aux besoins premiers de l'homme (participation publique et respect de soi, mobilité, accès aux ressources énergétiques et à l'eau potable et services sanitaires, soins de santé élémentaires, alimentation adéquate, et éducation primaire).

**III.** La troisième partie comprend une lecture critique qui permet d'évaluer si les SRP se sont dotées d'outils adéquats. A cette fin, certaines caractéristiques et implications théoriques, pratiques, et politiques de la conception du développement des SRP sont analysées. Au niveau théorique, les SRP adoptent un **discours œcuménique plutôt conventionnel** qui a d'un côté l'avantage de fusionner des théories passées, mais, de l'autre, le désavantage de laisser planer plusieurs ambiguïtés théoriques et de ne pas affirmer de métadiscours particulier du développement. La théorie du développement des SRP tente, d'une part, de surmonter l'opposition entre perspective structurelle et perspective linéaire de la croissance et, d'autre part, elle croise le modèle Harrod-Domar avec les indicateurs de développement humain. Bien que l'économie clinique flotte entre holisme et individualisme méthodologiques, elle transforme l'image de l'économiste du prototype de l'ingénieur financier en celui du médecin traitant et, ce faisant, lui impose le devoir déontologique d'aider plus démunis. Malheureusement, puisque les SRP font usage de théories et de modèles connus, ses explications théoriques sont peu systématiques. Or, une réforme pratique telle que la reconfiguration de toute la tuyauterie de la coopération internationale sans adaptation analogue au plan théorique finira soit par changer la théorie, soit par ne rien changer du tout. A cet égard, les SRP baignent dans une indétermination

<sup>110</sup> Les stratégies reconnaissent que d'autres facteurs puissent influencer ce processus, tels la géographie, l'infrastructure, l'enseignement, la mobilité sociale, le système institutionnel, la démographie, l'innovation scientifique et les soins de santé. Toutefois, elles réduisent ces derniers à différents types de capital.

théorique qui mérite d'être clarifiée ne serait-ce qu'à titre de cohérence avec le principe de transparence cité dans les quatre plans de coopération internationale<sup>111</sup>.

Au niveau pratique, deux problèmes sont particulièrement frappants. Dans *The Elusive Quest For Growth*, Easterly démontre que le modèle d'accumulation du Harrod-Domar, dont les SRP s'inspirent, s'avère un faible mécanisme de croissance dans les PSD. En outre, un plan de développement aussi centralisé et pointilleux que le *Millennium Project* pose des difficultés opérationnelles. Non seulement impose-t-il du haut de longs changements institutionnels, mais il ne **tient pas suffisamment compte de la rationalité des partenaires du développement**. Pourtant, afin d'instaurer la confiance entre partenaires des mécanismes contre le *free riding* et l'aléa moral qui égalisent le terrain de coopération sont absolument nécessaires. De même, des précisions sur la décentralisation des agences multilatérales et sur les mécanismes participatifs dans le processus décisionnel des SRP mettraient en valeur leur proximité au contexte d'application et leur efficacité potentielle. Toujours est-il qu'il est encore trop tôt pour dire si les stratégies de réduction de la pauvreté proposées sont efficaces. Cela dépendra largement de la volonté des pays impliqués, des processus de régulation institués et de l'aide versée.

Au niveau politique, les SRP véhiculent la croyance selon laquelle le capitalisme constitue le meilleur moyen d'obtenir l'égalité et le progrès social bien qu'elles entendent lutter contre les idées reçues sur les causes du sous-développement. A l'instar de la troisième voie, elles préconisent un capitalisme à visage humain imbu d'aspirations morales et de considérations éthiques héritées des Lumières. Malgré ces prétentions, la coopération envisagée par cette troisième voie constitue une vraie menace pour **l'autonomie et la souveraineté politique des pays qu'elle assiste tant que les processus de délibération publique et la limitation du pouvoir**<sup>112</sup> des pays donateurs et des IBW ne seront pas intégrés dans le programme. Quoique l'on puisse penser le contraire, c'est une question qui mérite d'être étudiée puisque que ce programme d'allègement de la pauvreté économique risque, dans le pire des cas, non de détériorer la situation économique des PSD mais d'aggraver leur pauvreté politique en finançant des régimes gouvernés par des élites qui ne doivent ni justifier leur conception de l'intérêt général, ni rendre compte de la représentativité dont ils se revendiquent. Ce sont, dans les deux cas, les plus pauvres qui se trouvent exclus de la carte politique du développement.

---

<sup>111</sup> Voir *Supra*, p.11.

<sup>112</sup> Il s'agit par exemple d'un pouvoir d'imposer des pratiques comptables, de fixer un agenda, de demander des comptes sans pour autant en rendre et d'avoir certains privilèges à l'égard des institutions multilatérales dont les PSD ne disposent pas souvent. SANDLER, T., *Country-Led Partnership*, World Bank, Washington DC, July 2002, p.9.

**ACRONYMES**

|             |   |
|-------------|---|
| <b>AOD</b>  | Assistance Officielle au développement            |
| <b>BM</b>   | Banque mondiale                                   |
| <b>FMI</b>  | Fond Monétaire International                      |
| <b>IBW</b>  | Institutions de Bretton Woods                     |
| <b>IDH</b>  | Indice de Développement Humain                    |
| <b>IFI</b>  | Institutions financières internationales          |
| <b>IPH</b>  | Indice de Pauvreté Humaine                        |
| <b>NU</b>   | Nations Unies                                     |
| <b>OMD</b>  | Objectifs Millénaires pour le Développement       |
| <b>PD</b>   | Pays développé                                    |
| <b>PIB</b>  | Produit intérieur brut                            |
| <b>PNB</b>  | Produit national brut                             |
| <b>PNUD</b> | Programme des Nations Unies pour le Développement |
| <b>PSD</b>  | Pays sous-développé                               |
| <b>PAS</b>  | Programme d'ajustement structurel                 |
| <b>SRP</b>  | Stratégie de réduction de la pauvreté             |

## BIBLIOGRAPHIE

### *Ouvrages et Articles*

BEAUD, M., *L'histoire du capitalisme : de 1500 à 2000*, Editions du Seuil, Paris, 2000.

BRAUDEL, F., *La dynamique du capitalisme*, Champ Flammarion, 1985/2002.

CHANG; H.-J., *Kicking away the ladder: development strategy in historical perspective*, Anthem Press, London; 2005.

CLING, RAZAFINDRAKOTO & ROUBAUD, *New International Poverty Reduction Strategies*, Routledge, London, 2003.

EASTERLY, W., *The Elusive Quest for Growth: economists' adventures and misadventures in the tropics*, MIT Press, Cambridge, 2002.

EASTERLY, W., *Structural Adjustment and Debt Relief for Poverty Reduction*, NYU Conference Presentation, IMF Institute, Washington D.C., March 2006.

EASTERLY, W., "The Ghost of Financing Gap : Testing the Growth Model Used in the International Financial Institutions" in *Journal of Development Economics*, 60 (2), December 1999, pp. 423-438.

FERRARO, V., *Dependency Theory: An Introduction*, Mount Holyoke College, South Hadley, July 1996. <http://www.mtholyoke.edu/acad/intrel/depend.htm>

FURTADO, C., *Théorie du développement économique*, Trad. par Silva et Peffau, PUF, Paris, 1970.

JOLLY, EMMERIJ, GHAI, LAPEYRE, *UN Contributions to Development Thinking and Practice*, United Nations Intellectual History Project Series, Indiana University Press, Bloomington, 2004.

PAYNE, A., *The Global Politics of Unequal Development*, Palgrave Macmillan, Hashire, 2005.

PERROUX, F., *Pour une philosophie du nouveau développement*, Aubier, Presse de l'UNESCO, Paris 1981.

POGGE, T. & REDDY, S., *Unknown: The Extent, Distribution, and Trend of Global Income Poverty*, Department of Political Science, Columbia University and Department of Economics, Barnard College, Columbia University, New York, 2002. [www.socialanalysis.org](http://www.socialanalysis.org)

SACHS, J., *The End of Poverty: how we can make it happen in our lifetime*, Penguin Books, London, 2005.

SANDLER, T., *Country-Led Partnership*, World Bank, Washington DC, July 2002.

SEN, A., *Development as Freedom*, Anchor Books, New York, 1999.

STIGLITZ, J., *Globalisation and its Discontents*, Norton & Company, Inc, New York, 2003.

STIGLITZ, J., "Development Thinking at the Millennium" in *Proceedings from the Annual Bank Conference on Development Economics 2000*, World Bank and Oxford University Press, Washington DC, 2001, pp.13-38.

TODARO, M., *Economic Development*, 7<sup>th</sup> ed., Addison-Wesley, Pearson Education Limited, Essex, 2000.

TREILLET, S., *L'économie du développement : de Bandoeng à la mondialisation*, Armand Colin, Paris, 2005.

#### *Ressources Internet*

[www.unmillenniumproject.org/reports/goals\\_targetsFR.htm](http://www.unmillenniumproject.org/reports/goals_targetsFR.htm)

[www.un.org/french/millenniumgoals/fiche1.htm](http://www.un.org/french/millenniumgoals/fiche1.htm)

[www.geog.psu.edu/courses/geog103/index.html](http://www.geog.psu.edu/courses/geog103/index.html)

[www.worldbank.org](http://www.worldbank.org)

[www.imf.org](http://www.imf.org)

[www.cgdev.org/section/topics/economicgrowth](http://www.cgdev.org/section/topics/economicgrowth)

#### *Entretiens*

STIGLITZ, J., *Entretien téléphonique*, Paris, 6 Mai 2006.

BONNEL, R., *Entretien électronique*, Banque mondiale, Washington DC, Mai 2006.